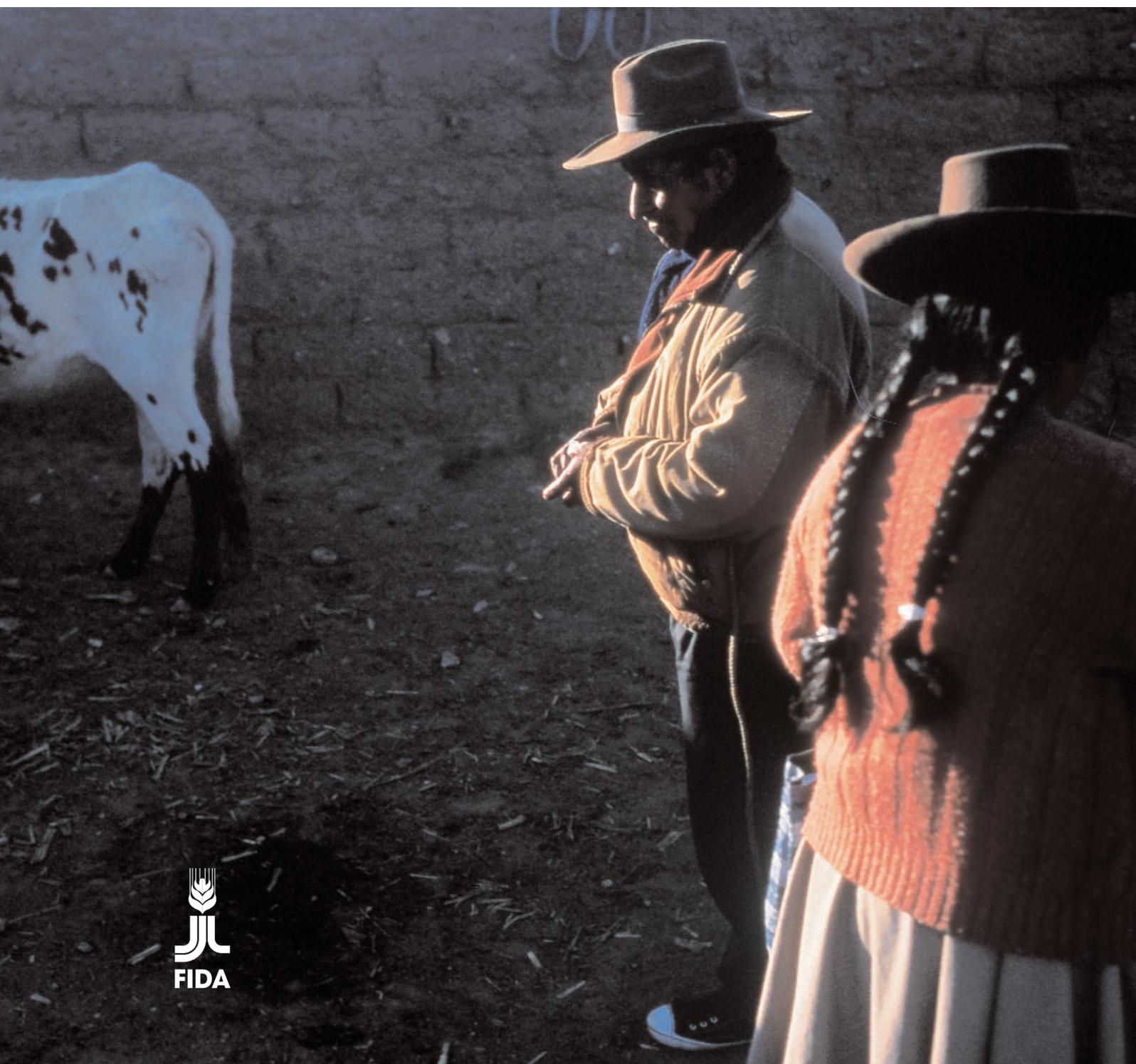


Ouvrer pour que les ruraux pauvres
se libèrent de la pauvreté



Ouvrer pour que les ruraux pauvres
se libèrent de la pauvreté

À PROPOS DU FIDA

Le FIDA est une institution spécialisée des Nations Unies qui a pour mission d'éradiquer la pauvreté rurale dans les pays en développement. Dans le monde, 75% de la population la plus pauvre, soit 800 millions de femmes, d'enfants et d'hommes, vivent dans des zones rurales et sont tributaires de l'agriculture et des activités connexes pour leur subsistance.

Cadre stratégique du FIDA pour la période 2002-2006

Le *Cadre stratégique du FIDA 2002-2006: Œuvrer pour que les ruraux pauvres se libèrent de la pauvreté* oriente les activités du FIDA. Ce document fixe les trois objectifs stratégiques suivants:

- renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations;
- développer l'accès équitable aux ressources naturelles productives et à la technologie;
- améliorer l'accès des pauvres aux services financiers et aux marchés.

Ces objectifs découlent de la conviction du FIDA selon laquelle, si l'on veut éradiquer la pauvreté, il faut donner aux ruraux pauvres les moyens de prendre en main leur propre développement. Les pauvres doivent être en mesure de développer et de renforcer leurs propres organisations, afin de défendre leurs intérêts et d'éliminer les obstacles qui empêchent un si grand nombre d'entre eux d'améliorer leur sort. Ils doivent avoir leur mot à dire dans les décisions et les politiques qui influent sur leur existence, et il convient qu'ils renforcent leur pouvoir de négociation sur le marché.

L'ensemble des décisions du FIDA en 2004, qu'il s'agisse des stratégies régionales, nationales et thématiques, des stratégies de réduction de la pauvreté, de la concertation sur les politiques publiques ou des partenaires du développement, ont été prises en gardant ces objectifs stratégiques à l'esprit. Comme en atteste le cadre stratégique, le FIDA a à cœur de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier celui qui vise à réduire de moitié, d'ici à 2015, le nombre de personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté.

Travailler en partenariat pour éradiquer la pauvreté rurale

Au moyen de dons et de prêts consentis à des taux favorables et particulièrement favorables, le FIDA collabore à l'élaboration et au financement de programmes et de projets qui mettent les populations rurales pauvres en mesure de surmonter par elles-mêmes la pauvreté.

Le FIDA apporte son concours à 192 programmes et projets en cours visant à éradiquer la pauvreté rurale, dont le montant total s'élève à 6,1 milliards de USD. Le Fonds a investi environ 2,8 milliards de USD en faveur de ces initiatives. Lorsqu'ils donneront leur pleine mesure, ces projets et programmes aideront plus de 100 millions de ruraux pauvres, femmes et hommes, à améliorer leur propre sort et celui de leur famille. Depuis sa fondation en 1978, le FIDA a investi plus de 8,5 milliards de USD dans 676 projets et programmes en faveur de plus de 250 millions de ruraux pauvres.

Mais cette somme ne représente qu'une partie du montant total de l'investissement dans les projets et programmes du FIDA. Ces 26 dernières années, les partenaires du Fonds ont apporté un complément de financements s'élevant à 15,2 milliards de USD. La contribution des gouvernements et des autres sources de financement au sein des pays bénéficiaires représente près de 8,4 milliards de USD, tandis que les bailleurs de fonds extérieurs, notamment les donateurs bilatéraux et multilatéraux, ont apporté les 6,8 milliards de USD restants. Tout cela représente un investissement total d'environ 23,7 milliards de USD; chaque dollar investi par le FIDA a donc permis de mobiliser près de 2 dollars de ressources supplémentaires.

Dans sa lutte contre la pauvreté, le FIDA joue non seulement le rôle de prêteur, mais aussi celui de défenseur des populations rurales pauvres. Son assise multilatérale fait tout naturellement du Fonds un lieu d'échanges de dimension planétaire qui permet d'évoquer les enjeux politiques majeurs influant sur l'existence des populations rurales pauvres, tout en attirant l'attention sur le rôle déterminant du développement rural dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Tout État membre de l'Organisation des Nations Unies, de l'une de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique peut devenir membre du FIDA. Le Conseil des gouverneurs, qui se réunit une fois par an, est la plus haute instance de décision du FIDA, et chacun des 163 États membres est représenté par un Gouverneur et un suppléant. Le Conseil d'administration, chargé de superviser le fonctionnement global du FIDA et d'approuver les prêts et les dons, se compose de 18 membres et 18 suppléants. Le Président, dont le mandat est de quatre ans (renouvelable une fois), est le directeur général du Fonds et préside le Conseil d'administration. Actuellement, il s'agit de M. Lennart Båge, qui a été réélu pour un second mandat de quatre ans au début de l'année 2005.

Tableau synoptique 1978-2004^a

TABLEAU 1

		1978-1993	1994	1995
Activités opérationnelles^{b, c}				
Prêts approuvés				
Nombre de projets et programmes		369	28	33
Montant des prêts	en millions de USD	4 116,6	349,3	391,7
Dons approuvés				
Nombre de dons		430	71	132
Montant des dons ^d	en millions de USD	191,2	16,8	23,6
Total des opérations de prêt et de don du FIDA^b	en millions de USD	4 307,8	366,1	415,3
Cofinancement	en millions de USD	4 334,9	122,4	261,4
Multilatéral		3 551,7	91,3	215,8
Bilatéral		754,0	30,5	45,7
ONG		12,2	0,6	0,0
Autres ^e		17,0	0,0	0,0
Contribution des pays	en millions de USD	5 352,8	184,4	262,7
Coût total des projets et programmes^f	en millions de USD	13 830,2	656,0	915,9
Projets et programmes				
Nombre de projets et programmes en cours d'exécution		157	168	186
Nombre de projets et programmes achevés		179	14	13
Nombre de projets et programmes dans la réserve		127	131	107
Nombre de projets et programmes approuvés dus à l'initiative du FIDA		267	25	28
Nombre d'emprunteurs bénéficiaires		101	104	107
Décaissement des prêts	en millions de USD		163,0	164,9
Remboursement des prêts	en millions de USD		89,1	110,0
Réserve générale				
– en fin de période	en millions de USD		95,0	95,0
Pays membres et administration				
Pays membres – en fin de période			157	158
Cadre organique – en fin de période ^g			107	111
Dépenses de fonctionnement ^h	en millions de USD		47,7	49,7
– Provision pour couverture médicale après cessation de services	en millions de USD			

^a Les prêts du FIDA sont libellés en droits de tirages spéciaux (DTS), unité de compte définie par le Fonds monétaire international. Toutefois, pour faciliter la lecture, les tableaux indiquent les chiffres en équivalents USD, convertis au moment de l'approbation du prêt. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^b Montants tels qu'ils figurent dans les rapports du Président au moment de l'approbation. Les projets et programmes s'entendent hors composantes dons. Projets et programmes intégralement annulés et Mécanisme de financement du développement des programmes non compris.

^c Les chiffres pour 1986-1995 comprennent le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification.

^d Toutes catégories de dons.

^e Y compris les financements communs ou autres arrangements, les financements à l'aide de ressources du secteur privé et les financements non confirmés au moment de l'approbation par le Conseil d'administration.

^f Y compris les dons au titre de composantes de projet mais non les dons d'assistance technique qui ne se rapportent pas à des projets.

^g Postes approuvés à l'exclusion des postes de Président et de Vice-Président. En 2004, 11 postes de services généraux ont été reclassés dans la catégorie des administrateurs.

^h Les dépenses de fonctionnement concernent uniquement le budget administratif.

ⁱ En raison d'un changement de la méthode actuarielle de répartition, l'engagement global du FIDA au titre des prestations de l'assurance maladie après cessation de service a diminué en 2004, de sorte qu'un gain comptable de 12,3 millions de USD a été enregistré. Cette somme a été restituée au FIDA par le fonds fiduciaire concerné et sera utilisée aux fins des opérations normales.

1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	1978-2004
32	30	29	30	27	24	24	25	25	676
395,1	397,7	407,9	432,7	409,0	391,6	353,2	403,6	433,4	8 481,8
212	258	110	124	120	106	85	70	87	1 805
28,3	35,4	30,2	29,6	32,8	30,8	23,9	20,3	33,3	496,3
423,4	433,1	438,1	462,3	441,8	422,4	377,1	424,0	466,7	8 978,1
286,5	448,5	293,0	116,8	276,0	262,5	138,4	124,9	176,2	6 841,3
250,7	323,8	249,7	89,2	151,3	203,1	78,6	124,5	76,8	5 406,5
20,1	109,4	22,1	23,4	57,7	17,0	51,2	0,0	13,6	1 144,6
0,4	9,3	0,8	0,0	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	23,6
15,3	6,1	20,4	4,2	66,9	42,0	8,5	0,3	85,8	266,6
306,7	338,5	319,8	207,5	326,7	302,0	275,2	184,1	316,1	8 376,5
989,3	1 187,4	1 021,5	757,8	1 012,5	956,4	769,8	712,5	928,8	23 738,0
190	188	204	211	199	206	203	195	192	
27	29	19	23	32	24	29	28	27	444
98	94	89	68	60	54	56	54	47	
26	21	24	28	25	23	24	24	25	540
111	113	114	115	115	115	115	115	115	115
219,7	228,2	273,7	270,7	269,8	291,3	263,4	285,8	313,7	4 595,8
110,7	115,6	123,4	133,2	132,9	128,0	126,8	140,1	171,7	1 379,7
95,0	95,0	95,0	95,0	95,0	95,0	95,0	95,0	95,0	
158	160	161	161	161	162	162	163	163	
126	126	126	132	132	132	132	132	143	
50,7	50,5	52,2	52,9	47,1	49,9	40,3	49,1	57,0	
			2,6	4,3	4,3	7,9	4,3	12,3 ⁱ	

TABLE DES MATIÈRES

2	___	À PROPOS DU FIDA
9	___	SIGLES ET ACRONYMES
10	___	AVANT-PROPOS
14	___	PROGRAMME DE TRAVAIL 2004
16	___	Afrique de l'Ouest et du Centre
16	___	Vue d'ensemble
16	___	Stratégie et activités en 2004
18	___	Concertation et partenariats
19	___	Principaux éléments de la gestion du portefeuille
19	___	Impact
20	___	Apprentissage et partage des connaissances
20	___	Afrique orientale et australe
20	___	Vue d'ensemble
21	___	Stratégie et activités en 2004
22	___	Concertation et partenariats
23	___	Principaux éléments de la gestion du portefeuille
24	___	Impact
24	___	Apprentissage et partage des connaissances
24	___	Asie et Pacifique
24	___	Vue d'ensemble
25	___	Stratégie et activités en 2004
27	___	Concertation et partenariats
28	___	Principaux éléments de la gestion du portefeuille
28	___	Impact
28	___	Apprentissage et partage des connaissances
29	___	Amérique Latine et Caraïbes
29	___	Vue d'ensemble
29	___	Stratégie et activités en 2004
31	___	Concertation et partenariats
32	___	Principaux éléments de la gestion du portefeuille
32	___	Impact
32	___	Apprentissage et partage des connaissances
33	___	Proche-Orient et Afrique du Nord, Europe centrale et orientale et nouveaux États indépendants
33	___	Vue d'ensemble
33	___	Stratégie et activités en 2004
35	___	Concertation et partenariats
36	___	Principaux éléments de la gestion du portefeuille
36	___	Impact
36	___	Apprentissage et partage des connaissances
37	___	Appui technique
37	___	Assurance-qualité
37	___	Apprentissage et partage des connaissances
37	___	Information et communication
38	___	Le portail sur la pauvreté rurale
39	___	Atelier sur les réseaux régionaux
39	___	Visite des membres du Conseil d'administration en Inde
39	___	Notes d'apprentissage
40	___	Fiches de conseils techniques
40	___	Groupes thématiques
42	___	Séminaires sur les politiques
43	___	Activités d'évaluation menées par le FIDA en 2004
43	___	Vue d'ensemble du deuxième rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA
43	___	Activités du Bureau de l'évaluation
44	___	Programme de travail et budget du Bureau de l'évaluation pour 2005
44	___	Activités du Comité de l'évaluation en 2004
45	___	Évaluation externe indépendante

- 46 ___ **INITIATIVES PRINCIPALES DU FIDA EN 2004**
 - 48 ___ **Initiative pour promouvoir et internaliser l'innovation**
 - 49 ___ **Présence sur le terrain: renforcement de la présence du FIDA dans les pays qu'il sert**
 - 49 ___ **Système d'allocation fondé sur la performance**
 - 50 ___ **Système de gestion des résultats et de l'impact**
 - 50 ___ **Programme de transformation stratégique**

- 52 ___ **MOBILISATION DE RESSOURCES EN 2004**
 - 54 ___ **Contributions aux reconstitutions des ressources du FIDA**
 - 54 ___ **Financement de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés**
 - 55 ___ **Fonds supplémentaires**

- 58 ___ **FORMULATION DE POLITIQUES ET CONCERTATION**
 - 60 ___ **Formulation de politiques**
 - 60 ___ Mise en place de la fonction d'élaboration de politiques au FIDA
 - 60 ___ Forum des politiques
 - 61 ___ Politique de financement sous forme de dons
 - 61 ___ Document thématique sur le commerce et le développement rural
 - 62 ___ **Concertation**
 - 62 ___ Réaffirmation de l'engagement à mettre en œuvre les stratégies de réduction de la pauvreté
 - 62 ___ **Participation aux instances de concertation mondiales et régionales**
 - 63 ___ Comité de haut niveau sur les programmes
 - 63 ___ Sommet des chefs d'État de l'Union africaine
 - 63 ___ Fonds de l'OPEP pour le développement international
 - 64 ___ Quatrième Forum africain pour le développement
 - 64 ___ Débat de haut niveau du Conseil économique et social (ECOSOC) de l'Organisation des Nations Unies
 - 65 ___ Conférence mondiale sur l'intensification de la réduction de la pauvreté
 - 65 ___ Le Projet Objectifs du Millénaire
 - 65 ___ Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique – Conférence sur les échanges commerciaux et les investissements Asie-Afrique
 - 66 ___ Union interparlementaire
 - 66 ___ Séminaire nordique sur les questions de politique générale
 - 66 ___ Autres instances de dialogue

- 68 ___ **LES PARTENARIATS**
 - 70 ___ **Le Fonds belge de survie**
 - 71 ___ **La Coalition internationale pour l'accès à la terre**
 - 73 ___ **Le Mécanisme mondial**
 - 74 ___ **Promotion des innovations et des partenariats en matière de recherche: le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale et le Forum mondial sur la recherche agronomique**
 - 75 ___ **Les partenariats avec des organisations intergouvernementales**
 - 75 ___ Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
 - 75 ___ Le suivi de l'harmonisation et de l'alignement
 - 76 ___ Le groupe de travail sur l'agriculture du POVNET du CAD (OCDE)
 - 76 ___ **Les partenariats avec les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales**
 - 78 ___ **Les partenariats avec les organismes de l'ONU établis à Rome**
 - 78 ___ L'Alliance internationale contre la faim
 - 78 ___ La Journée mondiale de l'alimentation

- 80 ___ **ASPECTS OPÉRATIONNELS**
 - 82 ___ **Gestion du portefeuille de projets et programmes**
 - 82 ___ **Supervision des projets et institutions coopérantes**
 - 83 ___ **Évolution du portefeuille de projets et programmes et des prêts**
 - 86 ___ **Prêts par région et prêts aux pays prioritaires**
 - 86 ___ **Répartition en fonction des conditions de prêts**
 - 86 ___ **Décaissements**
 - 86 ___ **Cofinancement des projets et programmes du FIDA**

92	___	RÉSUMÉ DES PROJETS, PROGRAMMES ET DONNS POUR 2004
96	___	Projets et programmes
96	___	Afrique de l'Ouest et du Centre
99	___	Afrique orientale et australe
103	___	Asie et Pacifique
107	___	Amérique latine et Caraïbes
110	___	Proche-Orient et Afrique du Nord, Europe centrale et orientale et nouveaux États indépendants
114	___	Dons
114	___	Dons accordés par le FIDA à des programmes et des projets menés par des centres bénéficiant de l'appui du GCRAI
115	___	Dons accordés par le FIDA à des projets et programmes menés par des centres ne bénéficiant pas de l'appui du GCRAI
118	___	ASPECTS FINANCIERS ET INSTITUTIONNELS
120	___	Risque institutionnel et contrôles internes
120	___	Bonne gouvernance et politique anticorruption
120	___	Mise en œuvre d'une fonction de gestion de bilan et d'un nouveau système de gestion de trésorerie
121	___	Organisation et personnel
123	___	États membres et représentation
124	___	Liste des Gouverneurs et des Gouverneurs suppléants des États membres du FIDA au 31 décembre 2004
131	___	Liste des membres du Conseil d'administration
133	___	ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

TABLEAUX

4	___	1. Tableau synoptique, 1978-2004
57	___	2. Fonds supplémentaires et contributions au titre de l'Évaluation externe indépendante reçus en 2004
83	___	3. Portefeuille de projets et programmes du FIDA par région
83	___	4. Institutions coopérantes du FIDA chargées d'administrer des prêts et de superviser des projets et programmes
84	___	5. Projets et programmes du FIDA par région, 1978-2004
85	___	6. Récapitulation du financement sous forme de dons, 1978-2004
87	___	7. Récapitulation des prêts du FIDA afférents à des projets et programmes dans les pays prioritaires, 1978-2004
88	___	8. Récapitulation des prêts du FIDA en fonction des conditions de prêts, 1978-2004
88	___	9. Récapitulation des prêts par région et par conditions de prêt, 1978-2004
89	___	10. Montant annuel des décaissements de prêts par région au titre du Programme ordinaire, 1979-2004
89	___	11. Décaissement des prêts par région et par conditions d'octroi au titre du Programme ordinaire, 1979-2004
90	___	12. Cofinancement des projets et programmes du FIDA, 1978-2004

GRAPHIQUES

84	___	1. Répartition par région des prêts du FIDA approuvés en 2004
87	___	2. Prêts du FIDA aux pays prioritaires, 1990-2004
89	___	3. Prêts du FIDA approuvés en 2004 par conditions d'octroi
90	___	4. Cofinancement des projets et des programmes dus à l'initiative du FIDA, 1978-2004
91	___	5. Cofinancement par des donateurs multilatéraux, de projets et programmes dus à l'initiative du FIDA (1978-2004)
91	___	6. Cofinancement par des États membres donateurs (bilatéraux), de projets et programmes dus à l'initiative du FIDA (1978-2004)

CARTE

94	___	Nombre de projets et programmes par région et par pays (fin 2004)
----	-----	---

BAfD	Banque africaine de développement
BAAsD	Banque asiatique de développement
BCIE	Banque centraméricaine d'intégration économique
BID	Banque interaméricaine de développement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
BIsD	Banque islamique de développement
BOAD	Banque ouest-africaine de développement
CAD	Comité d'aide au développement de l'OCDE
CCD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
COI	Région Europe centrale et orientale et nouveaux États indépendants
COSOP	Exposé des options et stratégies d'intervention par pays
CRDI	Centre de recherches pour le développement international
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
ECOSOC	Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies
EEl	Évaluation externe indépendante
ENRAP	Projet de mise en réseau des savoirs pour le développement rural dans la région Asie/Pacifique
FADES	Fonds arabe pour le développement économique et social
FaFD	Fonds africain de développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FBS	Fonds belge de survie
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
Fonds de l'OPEP	Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole
GCAP	Groupe consultatif d'assistance aux pauvres
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
GTZ	Office allemand de la coopération technique
IDA	Association internationale de développement
IPGRI	Institut international des ressources phytogénétiques
Initiative PPTE	Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés
MFDp	Mécanisme de financement du développement des programmes
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
POAN	Région Proche-Orient et Afrique du Nord
PREVAL	Programme de renforcement des capacités régionales aux fins du suivi et de l'évaluation des projets de lutte contre la pauvreté rurale en Amérique latine et aux Caraïbes
RUTA	Unité régionale d'assistance technique
SAD	Société andine de développement
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
SEWA	Association de travailleuses indépendantes
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

SIGLES ET ACRONYMES

AVANT-PROPOS

En 2004, le FIDA a continué avec ses partenaires du monde entier à renforcer son action conformément à l'engagement pris de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Le FIDA, seule institution du système des Nations Unies qui se consacre exclusivement à la lutte contre la pauvreté rurale, s'est efforcé au cours de l'année de faire comprendre l'importance cruciale de l'agriculture et du développement rural pour la réalisation des OMD. Les trois quarts des personnes qui, à travers le monde, sont confrontées à l'extrême pauvreté – soit environ 800 millions d'hommes, de femmes et d'enfants – vivent dans les zones rurales des pays en développement et tirent leur subsistance de l'agriculture ou d'activités apparentées.

Même si certains pays progressent de façon satisfaisante en vue de la réalisation des OMD, rares sont les pays les plus pauvres qui se trouvent en bonne voie pour les atteindre d'ici à 2015. Or, dans la plupart d'entre eux, la majorité de la population vit en milieu rural. En somme, il ne sera possible d'atteindre les OMD que si l'agriculture et le développement rural sont inscrits au cœur même de notre programme de développement.

Au FIDA, l'expérience montre que les ruraux pauvres ont l'énergie et les talents nécessaires pour améliorer leurs conditions de vie, mais rarement la possibilité de les mettre à profit.

Notre action a pour but de permettre aux ruraux pauvres d'acquérir les actifs nécessaires pour se libérer par eux-mêmes de la pauvreté. Ils doivent avoir durablement accès aux ressources, notamment à la terre, à l'eau et aux techniques.

Ils doivent aussi avoir équitablement accès aux marchés pour pouvoir dépasser le stade de l'agriculture de subsistance. Les services financiers sont de plus en plus importants pour la réduction de la pauvreté; non seulement ils donnent aux ruraux pauvres la possibilité d'économiser et d'emprunter de l'argent mais ils contribuent aussi à leur autonomisation. Enfin, les ruraux pauvres doivent disposer d'organisations solides et d'une réelle représentation politique pour que leurs besoins et leurs intérêts soient pris en compte.

Le programme de travail annuel du FIDA ne cesse de s'étoffer. En décembre 2003, le Conseil d'administration avait approuvé le programme de travail de 2004 pour un montant de 462,5 millions de USD; à la fin de l'année, le programme de travail exécuté représentait en fait 490,4 millions de USD. En décembre 2004, le Conseil d'administration a donc approuvé le programme de travail de 2005 pour un montant de 500 millions de USD.

En 2004 ont été approuvés 25 nouveaux projets et programmes financés par des prêts du FIDA pour un montant de 433,4 millions de USD. Le coût total de ces projets est évalué à plus de 928 millions de USD, dont 176,2 millions de USD seront apportés par d'autres cofinanceurs extérieurs et 316,1 millions de USD par les cofinanceurs dans les pays bénéficiaires – principalement les gouvernements. À plein régime, ces projets devraient bénéficier directement à plus de 10 millions de personnes. Ils ont reçu des dons du FIDA pour un montant de 3,1 millions de USD. D'autres dons d'un montant de 30,2 millions de USD ont été approuvés en 2004 pour promouvoir la recherche sur les approches et options technologiques innovantes et renforcer les capacités d'action des institutions partenaires au service des pauvres.

Le FIDA mène aujourd'hui 192 projets et programmes représentant au total 6,1 milliards de USD. Il a investi environ 2,8 milliards de USD dans ces projets et programmes qui, à plein régime, bénéficieront directement à plus de 100 millions de ruraux pauvres.

En même temps, le FIDA élargit sa perspective au-delà des projets et programmes, pour opérer les changements de fond nécessaires à l'instauration d'un environnement favorable au développement rural et à l'élimination de la pauvreté rurale.

L'autonomisation des communautés rurales, notamment des groupements féminins, des organisations paysannes et de leurs fédérations, est un aspect important du développement rural. Les paysans pauvres doivent pouvoir faire entendre leur voix dans l'élaboration des politiques qui les concernent directement. Le FIDA apporte un appui financier pour aider diverses organisations paysannes, le résultat étant que, de plus en plus, leurs membres sont en mesure de renforcer leur position sur le marché, de négocier de meilleurs prix pour les engrais et autres intrants agricoles ou d'obtenir de meilleures conditions de prêt.

Nous avons continué à participer durant l'année aux activités des forums politiques régionaux, par exemple le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) en Afrique, et le Groupe de travail interinstitutions sur le développement rural en Amérique latine. Nous avons été associés tout au long de l'année à des activités intergouvernementales, et avons renforcé notre collaboration avec notamment l'Union africaine, le Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD).

En 2004, le FIDA a rédigé un document de méthodologie sur les moyens de renforcer son appui aux stratégies de réduction de la pauvreté pilotées par les pays. Ces stratégies sont aujourd'hui l'un des principaux instruments de la lutte contre la pauvreté et s'affirment de plus en plus comme le cadre de référence qui permettra aux pays de parvenir aux OMD. À travers notre engagement dans les activités nationales visant à réduire la pauvreté, nous entendons faire en sorte que le monde rural reçoive l'attention voulue et que les ruraux pauvres marginalisés et leurs organisations soient associés à la conception et à l'application des stratégies de réduction de la pauvreté. Nous pouvons apporter l'expérience et les savoirs acquis dans le cadre de nos programmes de pays.

Pendant l'année, nous avons également participé à une initiative des Nations Unies pour formuler un plan d'action concret en vue de la réalisation des OMD. Il s'agissait du Projet du Millénaire, instance consultative indépendante créée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le principal objectif du FIDA était d'orienter l'action du Projet du Millénaire pour que soient pris en compte la pauvreté rurale et les problèmes qu'elle soulève. Le rapport final du Projet du Millénaire sera remis en janvier 2005.

Les partenariats continuent d'être le soubassement de notre action de lutte contre la pauvreté rurale. En 2004, nous avons renforcé les partenariats avec des organisations non gouvernementales et des organisations de la société civile. Avec la Coalition internationale pour l'accès à la terre, nous avons continué d'aider les ruraux pauvres à avoir durablement accès à la terre et à d'autres ressources naturelles. Avec le Mécanisme mondial nous avons poursuivi nos efforts pour mettre en œuvre la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. Enfin, nous avons célébré le vingtième anniversaire du partenariat qui nous lie avec le Fonds belge de survie.

En 2004, le FIDA a poursuivi son programme de changement interne, pour répondre aux exigences du XXI^e siècle en se dotant des capacités d'adaptation, d'écoute et d'innovation nécessaires et en se donnant les moyens d'être efficace.

L'achèvement de la phase préparatoire de l'Initiative pour promouvoir et internaliser l'innovation a constitué un jalon très important en 2004. À travers cette initiative, le FIDA cherche à développer sa capacité d'expérimentation et de promotion d'innovations susceptibles d'avoir un impact positif sur la vie des ruraux pauvres. La phase principale de l'initiative a été approuvée en décembre.

Nous avons continué à rationaliser les processus administratifs afin d'accroître le rendement et l'efficacité dans le cadre du Programme de transformation stratégique. Nous avons d'autre part continué à intégrer les changements institutionnels en cours pour le suivi et l'évaluation ainsi que la gestion des ressources humaines.

Des progrès ont été accomplis sur tous les volets du programme pour la sixième reconstitution. Notre visibilité a commencé à s'affirmer dans les 15 pays retenus pour faire l'objet du Programme pilote relatif à la présence sur le terrain. Le développement de la présence sur le terrain dans ces pays permettra de renforcer l'appui à la mise en œuvre, la concertation de fond, les partenariats et la gestion des savoirs.

Tout au long de 2004, le FIDA a été associé à l'Évaluation externe indépendante (EEI), évaluation la plus exhaustive jamais entreprise dans l'organisation. Il s'agissait sans doute de l'exercice le plus ambitieux mené dans une institution du système des Nations Unies puisqu'elle abordait un terrain nouveau en analysant la performance de l'institution en termes d'impact. D'autre part, le FIDA a changé de cap en encourageant un processus ouvert et transparent de communication de chaque avant-projet de rapport aux membres du Conseil d'administration et au personnel. Le Fonds se félicite d'avoir fait l'objet d'une telle étude, dont l'indépendance et la transparence étaient totales, et nous approuvons les grandes lignes de ses conclusions et recommandations. L'évaluation confirme les conclusions que nous avons nous-mêmes tirées ainsi que la pertinence des changements en cours. Nous attendons beaucoup du rapport final de l'évaluation (avril 2005), et nous sommes résolus à nous inspirer de ses conclusions pour élaborer et mettre en œuvre un vaste plan d'action qui donnera au FIDA encore plus d'efficacité.

Le FIDA a réalisé de sensibles progrès mais il doit atteindre davantage de gens et avoir un impact plus marqué. En février 2005 démarrera la septième reconstitution des ressources du FIDA, qui entend privilégier plus particulièrement l'accélération des efforts pour atteindre les OMD. Le processus de consultation en vue de la reconstitution coïncidera avec le Sommet du Millénaire+5 et aura pour but de mobiliser des ressources pour la période 2007-2009. C'est là une occasion d'accroître les financements consacrés au développement rural et de veiller à ce que la communauté internationale du développement prenne conscience de l'importance de la lutte contre la pauvreté rurale et en accepte les implications.



LENNART BÅGE
Président du FIDA



PROGRAMME DE TRAVAIL 2004



En décembre 2003, le Conseil d'administration a approuvé le programme de travail 2004 pour un montant de 462,5 millions de USD¹.

Par ailleurs, le Conseil d'administration a approuvé un montant de 29,7 millions de USD pour le mécanisme de financement du développement des programmes (MFDP)², dont le Programme pilote relatif à la présence sur le terrain, et a recommandé un budget administratif de 57,3 millions de USD (dépenses non récurrentes comprises), qui a été approuvé par le Conseil des gouverneurs.

À la clôture de l'exercice, le programme de travail effectif du FIDA pour 2004 s'élevait au total à 490,4 millions de USD³.

Afrique de l'Ouest et du Centre

24 pays: Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Tchad et Togo

Vue d'ensemble

La situation politique et économique continue d'évoluer rapidement en Afrique de l'Ouest et du Centre, affectant directement le programme du FIDA dans la région.

En 2004, des pas importants ont été faits vers le règlement des arriérés et la réactivation des portefeuilles du Congo, du Gabon, de la République démocratique du Congo et de la Sierra Leone. Des projets sont d'ores et déjà approuvés pour trois de ces quatre pays (Congo, République démocratique du Congo et Sierra Leone); ils contribueront au relèvement au sortir des conflits.

La Côte d'Ivoire est depuis deux ans le théâtre d'une guerre civile qui frappe durement l'économie de la sous-région et compromet l'action engagée pour réduire la pauvreté. L'instabilité persistante de plusieurs autres pays, dont la République centrafricaine, la Guinée-Bissau et le Libéria, ne permettra pas de réactiver le portefeuille avant plusieurs années. Le FIDA suit attentivement l'évolution de la situation.

Stratégie et activités en 2004

Les programmes soutenus par le FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre sont focalisés sur les trois objectifs du Cadre stratégique 2002-2006 et sur un quatrième objectif plus spécifiquement régional, à savoir:

- renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations;
- assurer un accès plus équitable aux ressources naturelles productives et à la technologie;
- améliorer l'accès des pauvres aux services financiers et aux marchés;
- réduire la vulnérabilité des ruraux face aux principaux aléas qui menacent leurs moyens de subsistance.

Un exposé des options et stratégies d'intervention par pays (COSOP) a été développé au Sénégal en 2004.

1/ Le programme de travail du FIDA est approuvé en droits de tirage spéciaux (DTS) ou l'équivalent en USD, conformément aux prévisions de change présentées dans le programme de travail et budget.

2/ Le montant viré sur le budget du MFDP sert à l'élaboration d'exposés des options et stratégies d'intervention par pays; à l'élaboration, à la formulation et au lancement d'activités de programmes et de projets; à des évaluations environnementales; au programme de dons; à l'élaboration de stratégies; à l'examen des portefeuilles de pays; et à l'élaboration d'autres rapports d'exécution, d'appui et d'achèvement. Les programmes de travail approuvés et effectifs comprennent une composante MFDP.

3/ Les prêts et les dons d'un montant élevé, qui constituent une partie du programme de travail, sont libellés en DTS et convertis en USD au taux en vigueur au moment de leur approbation par le Conseil d'administration. Les dons d'un faible montant et la composante MFDP, qui constituent le reste du programme de travail, sont approuvés directement en USD.

Renforcer les capacités

Le renforcement des capacités au niveau de la base est un aspect essentiel des activités du FIDA dans la région. Il est particulièrement présent dans le nouveau programme de développement rural durable du Burkina Faso, qui renforcera les organisations villageoises, privilégiera les investissements d'infrastructure et proposera des programmes d'alphabétisation fonctionnelle.

Accroître la productivité de l'agriculture et des ressources naturelles

Une grande partie des activités du nouveau projet de gestion participative intégrée des ressources en eau en Gambie et du programme pour le Burkina Faso concernent la gestion améliorée des ressources naturelles, conçue dans une optique communautaire résolument participative. L'importance accordée au développement proactif et au suivi des dons d'assistance technique pour la recherche agricole traduit bien cette volonté d'améliorer la productivité agricole. C'est ainsi, par exemple, que le programme d'amélioration des moyens de subsistance des ruraux en Afrique de l'Ouest et du Centre par l'adoption de systèmes productifs et compétitifs de culture de l'igname, administré par l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA), encourage la mise au point et la diffusion de variétés améliorées et s'attaque aux contraintes qui réduisent la productivité des sols.

En mars 2004, le FIDA a appuyé un atelier d'initiative paysanne organisé à Ségou, au Mali, sur le thème de l'innovation paysanne, de la recherche participative et du développement, auquel ont participé des représentants d'organisations paysannes des cinq pays de la région, des scientifiques des centres de recherche internationaux et nationaux, des agents de vulgarisation, des représentants d'ONG (organisations non gouvernementales) et des chargés de projet du FIDA. Les agriculteurs ont donné leur avis sur les pratiques et les techniques innovantes, et un plan d'action a été élaboré dans une perspective de suivi et de collaboration plus poussée. L'initiative se poursuit, en étroite coordination avec FIDAFRIQUE, le site Internet d'information du FIDA pour la région.

Améliorer l'accès aux services financiers et aux marchés

Le nouveau projet de la Gambie créera des emplois et augmentera les revenus en renforçant les services financiers ruraux et en maintenant fermement le cap sur la création de débouchés commerciaux pour les produits agricoles des basses terres.

En 2004, plusieurs autres initiatives régionales ou transnationales ont été lancées pour augmenter les revenus ruraux et améliorer l'accès des agriculteurs aux marchés. La stratégie et le plan d'action régionaux pour la finance rurale ont été validés par le Conseil des gouverneurs en 2004. Le plan d'action prévoit une série d'initiatives propres à renforcer les institutions de microfinance, promouvoir les meilleures pratiques, approfondir les partenariats dans la région et poursuivre les concertations sur les solutions à trouver pour créer un environnement favorable à l'intermédiation financière rurale.

Un certain nombre d'activités pilotes d'aide à la commercialisation du manioc ont été définies en 2004 pour le Ghana et le Nigéria. Tout sera fait pour les lancer en 2005 dans le cadre de partenariats public-privé, et pour les transposer à plus grande échelle dans d'autres projets racines/tubercules en cours dans ces deux pays.

Réduire la vulnérabilité

Deux initiatives approuvées cette année – le projet de développement rural dans les départements des Plateaux, de la Cuvette et de la Cuvette-Ouest du Congo et le programme de relèvement agricole dans la province de l'Équateur en République démocratique du Congo – ont été conçues pour répondre aux besoins les plus critiques de reconstruction après-conflit. Elles fourniront les moyens de production agricole et le matériel de pêche dont les agriculteurs et pêcheurs pauvres ont besoin pour faire redémarrer la production dans les zones touchées par la guerre civile. Les infrastructures

et les services sociaux de base seront reconstitués, et des activités novatrices d'apaisement des conflits seront introduites dans les programmes. Les opérations démarreront au début de 2005.

Promouvoir l'égalité hommes-femmes

La promotion de l'égalité hommes-femmes est un grand thème transversal du plan stratégique du FIDA. En 2004, le Fonds a continué à l'intégrer avec succès dans ses opérations en Afrique de l'Ouest et du Centre. Il a procédé de trois manières:

- aider les chargés de portefeuille de pays qui en faisaient la demande à réviser la formulation et le contenu des documents de préévaluation, participer aux travaux des équipes de conception de projet, fournir des spécialistes de la promotion de l'égalité hommes-femmes et financer des activités ciblées sur les femmes;
- intégrer son plan d'action pour la promotion de l'égalité hommes-femmes dans tous les projets en cours au Cap-Vert, au Ghana, en Guinée et au Sénégal, grâce à des ateliers de sensibilisation et de formation;
- produire un premier avant-projet de stratégie commune pour l'autonomisation des femmes rurales en Afrique de l'Ouest, en partenariat avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM).

Concertation et partenariats

La Plate-forme régionale, consortium de financement multidonateurs basé à Dakar et auquel participent le FIDA, la France, l'Union européenne et UNIFEM, est opérationnelle depuis le premier semestre 2004. Elle a pour rôle stratégique de cerner les questions de fond prioritaires que pose l'utilisation des prêts et dons sur le terrain et de mener des concertations aux échelons national et régional. Elle travaillera en étroite coordination avec FIDAFRIQUE.

En 2004, le FIDA s'est plus particulièrement efforcé d'aider les fédérations d'exploitants agricoles à mieux défendre leurs intérêts dans la sous-région et partout ailleurs en Afrique. Il a accompli une grande partie de cette action dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et en intervenant auprès d'instances économiques sous-régionales telles que l'Union monétaire de l'Afrique de l'Ouest.

Le FIDA a approfondi sa collaboration avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et avec la France grâce à un programme de partenariat établi en octobre 2004. Il peut ainsi, grâce à un financement de la France, détacher à l'OCDE deux analystes de politique économique chargés d'étudier les grandes orientations stratégiques d'un certain nombre de pays d'Afrique de l'Ouest. Le programme, encore en cours d'élaboration, devrait concerner notamment des questions comme les échanges, la mondialisation et les politiques commerciales.

La campagne de communication en faveur du développement lancée en 2003 avec l'appui des médias a permis au FIDA d'amplifier son travail d'explication quant à l'importance du développement agricole et rural pour la réduction effective de la pauvreté. Cette campagne se déploie dans trois directions: concertations sur les questions de fond, sensibilisation au phénomène de la pauvreté rurale et à l'action menée par le FIDA pour le réduire, information sur le développement.

Un guide de l'analyse institutionnelle accompagné d'aides didactiques a été élaboré en 2004 avec un financement de l'Initiative du FIDA pour promouvoir et internaliser l'innovation (voir page 48). Il permettra d'approfondir les concertations sur les questions de fond et les institutions, et s'applique aussi bien à l'élaboration des projets qu'à l'analyse des grandes orientations. Ces nouveaux outils ont été soumis à l'examen critique des praticiens du développement et du personnel du FIDA lors d'un atelier organisé à Rome en septembre.

Présence sur le terrain

Les préparatifs des premiers essais de présence sur le terrain ont commencé en 2004 en République démocratique du Congo, au Nigéria et au Sénégal dans le cadre du programme pilote relatif à la présence sur le terrain (voir page 49). Le dispositif devrait être pleinement opérationnel en 2005. Il concernera essentiellement la gestion des connaissances, la concertation, le renforcement de l'impact et de l'efficacité des programmes de pays. Le chargé régional d'appui sur le terrain en poste à Dakar appuiera les programmes du Sénégal ainsi que de la Gambie, en liaison avec d'autres instances régionales basées à Dakar, notamment FIDAFRIQUE et la Plate-forme régionale. Les volets concertation et gestion des connaissances devraient porter plus particulièrement sur la participation des paysans et de la société civile au processus de décision, sur la décentralisation et sur les services financiers ruraux.

Le représentant au Nigéria s'appuiera sur les solides partenariats qui se sont déjà noués entre le FIDA et le gouvernement fédéral, plusieurs états nigériens et d'autres donateurs actifs dans la région. Il s'attachera tout particulièrement à collaborer avec les organisations régionales implantées au Nigéria, en privilégiant les points suivants:

- renforcement du rôle du FIDA dans les concertations touchant des domaines tels que le développement rural et la mise en place de systèmes financiers et services ruraux;
- démarche opérationnelle quant à l'exécution et à la supervision des projets du FIDA afin d'intensifier l'impact des projets et le partage des connaissances;
- appui à la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest pour la formulation et la mise en œuvre d'une véritable politique agricole commune;
- exploitation des synergies entre les différents types de financement consentis par le FIDA, avec notamment des articulations plus étroites et plus explicites entre les prêts et dons du Fonds et de l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA).

Le représentant en République démocratique du Congo basé à Kinshasa entreprendra la réactivation du programme en République démocratique du Congo et dans le pays voisin, la République du Congo. Il sera l'interlocuteur clé pour l'application de la stratégie après-conflit du FIDA – telle qu'elle figure dans les COSOP, laquelle met l'accent sur la nécessité de combiner prêts et dons pour faire la soudure entre aide humanitaire et aide au développement.

Principaux éléments de la gestion du portefeuille

Le portefeuille régional du FIDA pour la région comprend 39 projets et programmes dans 16 pays, soit un investissement total de 471,2 millions de USD.

En 2004, les chargés de programme de pays du FIDA ont continué de participer à au moins la moitié des missions de supervision dépêchées dans la région, au cours desquelles les programmes de travail et budget annuels ont été débattus et élaborés avec les partenaires des projets.

Impact

L'objectif global de 2004 a été d'intensifier l'impact des activités du FIDA dans la région par des mesures visant à améliorer la performance des projets. Le FIDA continue de s'instruire en supervisant directement ses activités dans trois pays – le Bénin, la Gambie et le Mali. Il progressera également dans son apprentissage institutionnel grâce aux enseignements qu'il pourra tirer de son partenariat pour la conception et l'exécution des projets du programme Fonds de développement dans les régions sahéliennes du Mali (régions de Ségou et Koulikoro).

Apprentissage et partage des connaissances

Le réseau régional Internet FIDAFRIQUE est entré dans sa deuxième phase cette année. Ce dispositif créé en 1999 fédère aujourd'hui 40 projets financés par le FIDA et d'autres organisations partenaires dans la région. Un atelier de démarrage de FIDAFRIQUE II a eu lieu à Dakar en juillet pour familiariser les acteurs régionaux avec les objectifs et activités du réseau et définir le programme de la première année. L'objectif général de FIDAFRIQUE est d'augmenter l'impact des projets financés par le FIDA en encourageant la collecte et la diffusion d'informations visant à réduire la pauvreté rurale dans la région. FIDAFRIQUE s'adresse aux réseaux d'acteurs régionaux, aux représentants locaux des ruraux pauvres, aux organisations paysannes, aux chargés de projet et aux personnels du FIDA.

FIDAFRIQUE entend créer des capacités de gestion de l'information et des produits qui contribueront directement et indirectement à réduire la pauvreté dans la région grâce au développement agricole et rural. FIDAFRIQUE II vise plus précisément à:

- collecter, produire et diffuser des données sur les thèmes prioritaires dans la région en matière de développement rural et de réduction de la pauvreté, et sur les questions qui concernent l'amélioration de la gestion des projets;
- créer des sites Internet, des produits hors-ligne et des réseaux locaux à l'échelle des projets;
- organiser des sessions de formation dans les domaines de la technologie/gestion de l'information et de la communication;
- Mettre en place un service d'aide à la gestion et à la maintenance de réseau.

Afrique orientale et australe

21 pays: Afrique du Sud, Angola, Botswana, Burundi, Comores, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Seychelles, Swaziland, Zambie et Zimbabwe

Vue d'ensemble

Plusieurs évolutions positives se sont confirmées en Afrique orientale et australe en 2004. Le nombre de pays en état de guerre civile a continué de diminuer; les signes tangibles de bonne gouvernance et de processus démocratique se sont multipliés, et seuls quelques pays ont connu des déficits alimentaires. Mais, dans l'ensemble, la région reste profondément pauvre, et rares sont les pays qui enregistrent des progrès notables vers la réalisation des OMD.

Dans les zones rurales, le nombre d'habitants vivant avec moins d'un dollar par jour dépasse largement les 100 millions. Le VIH/sida, dont les ravages ne cessent de s'étendre, est à la fois une cause et une conséquence de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. La pandémie fragilise les communautés, anéantit leur capacité à affronter la crise et fait des millions d'orphelins.

Des marchés d'intrants et de denrées et des services agricoles plus dynamiques émergent lentement dans la région. Certains ménages peuvent y trouver des perspectives bien réelles, mais beaucoup d'autres doivent encore surmonter des obstacles majeurs avant de pouvoir profiter de ces nouveaux débouchés. Le FIDA a déployé beaucoup d'efforts en 2004 pour les aider dans cette entreprise.

Stratégie et activités en 2004

L'objectif global du FIDA dans la région est de permettre aux ruraux pauvres d'acquérir les compétences, les connaissances et les moyens organisationnels et matériels nécessaires pour tirer parti des perspectives économiques offertes par le secteur privé, se rapprocher des prestataires de services du secteur public et participer à la vie politique locale. Pour ce faire, le Fonds s'est concentré sur quatre grands objectifs en 2004:

- améliorer l'accès des ruraux pauvres à la terre et aux ressources en eau;
- améliorer l'accès des petits paysans aux moyens de production et aux marchés des produits agricoles;
- renforcer les systèmes financiers ruraux;
- concevoir de nouveaux systèmes de diffusion de la technologie rurale et d'échange d'information pour les petits paysans.

En 2004, les programmes de pays du FIDA ont continué à évoluer vers une approche plus programmatique et moins pensée projet par projet. Là où la situation le permettait, il a participé à des programmes sectoriels agriculture ou zones rurales. Par ailleurs, il s'est efforcé de soutenir des sous-secteurs d'importance majeure et d'aider les gouvernements à définir des politiques et des cadres stratégiques et programmatiques favorables. Il a, pour ce faire, largement misé sur des partenariats – avec la société civile, le secteur privé et d'autres partenaires du développement. La présence sur le terrain et les dons à l'échelon des pays ont contribué de manière décisive à sa réussite dans ce domaine.

En 2004, des COSOP ont été établis pour le Mozambique, l'Ouganda et la Zambie. Les deux premiers ont été approuvés par le Conseil d'administration en septembre, le troisième l'a été en avril.

Améliorer l'accès à la terre et aux ressources en eau

Le programme de gestion durable de l'agriculture et des ressources naturelles au Lesotho a été approuvé en 2004; en Érythrée, des ressources provenant de dons ont permis d'aider les agriculteurs pratiquant l'irrigation de crue. Le personnel du programme a participé à un atelier régional sur la gestion de l'eau à usage agricole organisé à Mwanza, en République-Unie de Tanzanie, atelier qui a débouché sur un programme de collaboration entre le FIDA et le Réseau de recherche pour la gestion des sols et des ressources en eau en Afrique orientale et australe, financé au moyen d'un modeste don régional. Le FIDA a également continué de participer au programme de collaboration pour la gestion de l'eau à usage agricole dans l'Afrique sub-saharienne – un projet de recherche collective lancé dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

Le FIDA insiste toujours sur l'importance de la sécurité foncière pour les ruraux pauvres. En 2004, il a obtenu des financements pour le programme régional d'accès à la terre. Il pourra ainsi s'assurer que la question de la sécurité foncière sera prise en compte dans la conception et l'exécution des programmes et que l'expérience opérationnelle qui s'ensuivra fournira une base pour les concertations et les partenariats. Les activités correspondantes ont été conçues et financées à Madagascar, ainsi qu'en Ouganda en partenariat avec la Coalition internationale pour l'accès à la terre.

Développement des liaisons de marché

Le programme d'amélioration de la commercialisation des produits agricoles en Éthiopie a été approuvé en 2004. Il concerne plus particulièrement les céréales et le café. L'atelier régional organisé à Nairobi, au Kenya, pour le personnel du programme a permis de tirer les enseignements de la première "vague" de programmes de commercialisation appuyés par le FIDA. Les possibilités d'appui renforcé à l'exécution du programme et au partage des connaissances ont également été explorées, et un programme régional financé au moyen d'un don est en cours de préparation.

Services financiers ruraux

La mise en place de services financiers ruraux demeure l'un des piliers de la stratégie du FIDA dans la région. Le programme de financement rural pour la Zambie a été approuvé en 2004, et aux Comores un don a servi à soutenir l'Union des Mutuelles d'épargne et de crédit (MECK). C'est également un don qui a financé le nouveau partenariat pour la gestion des connaissances régionales sur la finance rurale, dont font partie MicroSave, le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) (France) et le FIDA.

Technologie et information

Le programme d'appui aux services agricoles a été approuvé dans le cadre du programme sectoriel agriculture pour la République-Unie de Tanzanie. Il s'est appuyé sur le travail accompli par le FIDA et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour mettre au point un modèle de ferme-école spécifique à l'Afrique orientale. Il a par ailleurs donné lieu à une initiative à petite échelle financée par un don, conçue pour renforcer la capacité des associations paysannes kényennes, ougandaises et tanzaniennes à accéder aux informations et aux techniques indispensables et à les exploiter à des fins d'apprentissage mutuel.

Par ailleurs, une ONG a bénéficié d'un financement pour un projet visant à promouvoir la culture et la consommation de variétés culturales résistant à la sécheresse parmi les ménages zimbabwéens en situation d'insécurité alimentaire et dirigés par une femme.

VIH/sida

Prévenir et combattre le VIH/sida est une préoccupation présente dans tous les programmes appuyés par le FIDA dans la région. De plus, des projets spécifiques financés au moyen de dons ont été lancés en Angola et au Kenya pour aider les communautés et les groupes vulnérables à déterminer les causes et les conséquences du VIH/sida et à mettre au point des ripostes économiques et sociétales et des mécanismes de défense collectifs pour réduire le risque.

Interventions après-conflit

La question du relèvement après-conflit a continué de se poser avec acuité dans quelques pays. Les zones rurales sont les plus durement touchées par les conflits armés, qui détruisent les institutions et les infrastructures. Il s'agit donc de reconstituer des capacités institutionnelles, en particulier dans les collectivités locales, afin de faire la soudure entre l'aide humanitaire d'urgence et les programmes de développement. En 2004, le FIDA a approuvé un prêt pour le programme transitoire de reconstruction après-conflit au Burundi. Son intervention en Angola s'est focalisée sur l'ébauche du futur COSOP.

Concertation et partenariats

Concertation

La concertation fait aujourd'hui partie intégrante de la plupart des projets et programmes appuyés par le FIDA dans la région. Ce dialogue porte à la fois sur les orientations et sur les lois qui empêchent les ruraux pauvres de se libérer de la pauvreté, et sur les politiques relatives au secteur agricole et à ses sous-secteurs.

Le FIDA participe à tous les programmes sectoriels pour l'agriculture qui existent dans la région (Mozambique, Ouganda et République-Unie de Tanzanie). De plus, en 2004, il a participé comme par le passé aux processus interdépendants que sont les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), les politiques sectorielles de développement rural et les initiatives régionales sectorielles, en s'assurant

qu'ils sont dûment ciblés sur la réduction de la pauvreté rurale et qu'ils promeuvent des mesures, stratégies et activités à cet effet. Les interventions du FIDA sont de trois ordres: examen et enseignement des données d'expérience; plaidoyers au niveau international et recherche de partenariats; activités dans les pays. À Madagascar, au Mozambique, au Rwanda et en République-Unie de Tanzanie, cette dernière priorité a consisté notamment à appuyer la formulation et l'application des plans-cadres nationaux, la décentralisation, et la participation des organisations de ruraux pauvres aux concertations nationales.

Pour ce qui est des plaidoyers au niveau international et de la recherche de partenariats, le FIDA a noué un partenariat stratégique pour les DSRP et les approches programmatiques avec le Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (Office allemand de la coopération technique [GTZ]). Il a en outre accueilli un atelier international intitulé évaluation de la pauvreté et de l'impact social, consacré à une réflexion sur l'exploitation optimale de cette méthode comme outil pour donner la priorité aux politiques nationales propauvres.

Partenariats

Les partenariats renforcés sont l'un des éléments clés du nouveau programme de développement pour la région. Les relations du FIDA avec les gouvernements s'inscrivent toujours plus étroitement dans le cadre général des partenariats de développement sectoriel noués dans chaque pays. Et, avec la décentralisation croissante des initiatives de développement, les gouvernements s'investissent beaucoup plus, et à juste titre, dans la conception des programmes. La communauté des donateurs a plus que jamais besoin de partenariats effectifs et solidaires pour harmoniser l'action de développement et s'engager de manière cohérente au niveau sectoriel. En 2004, le caractère évolutif de ces partenariats a été particulièrement manifeste dans le programme de technologie, vulgarisation et recherche agricoles pour la République-Unie de Tanzanie mis au point par le gouvernement en étroite collaboration avec ses partenaires de développement, dont le FIDA, mais ce n'est là qu'un exemple parmi beaucoup d'autres.

Les acteurs du secteur privé sont appelés à jouer un rôle croissant dans le développement rural du fait de leurs importantes capacités d'investissement et de prestation de services pour les pauvres. Les sociétés civiles et les ONG ont des tâches tout aussi importantes: piloter les nouvelles approches et techniques, renforcer les associations paysannes et communautaires, proposer des services pour l'exécution des projets. En 2004, le FIDA a noué des partenariats avec elles à travers des ateliers régionaux, des programmes de pays et des dons destinés à financer les activités des ONG dans divers pays – Angola, Comores, Érythrée, Kenya, Mozambique, Ouganda, Rwanda, République-Unie de Tanzanie et Zimbabwe.

La présence accrue du FIDA à Madagascar, au Mozambique, en Ouganda et en Tanzanie en 2004 (au titre du programme pilote relatif à la présence sur le terrain et d'autres arrangements) a facilité la formation de ces partenariats et renforcé la capacité du Fonds à participer aux concertations nationales et à fournir un appui en temps réel à l'exécution de ses programmes et projets.

Principaux éléments de la gestion du portefeuille

À la clôture de l'exercice, le portefeuille de la région comptait 43 projets et programmes dans 16 pays, directement ciblés sur une population estimée à 6,2 millions de ménages, soit pour le FIDA un investissement total de 650,8 millions de USD. Cinq nouveaux prêts ont été approuvés pour des activités au Burundi, en Éthiopie, au Lesotho, en République-Unie de Tanzanie et en Zambie.

Impact

Comme le nouveau système de mesure des résultats et de l'impact n'est pas encore pleinement opérationnel (voir page 50), les évaluations de l'impact pour 2004 sont forcément qualitatives. Il ressort de l'examen du portefeuille de la région que de nombreux projets et programmes appuyés par le FIDA ont eu un impact positif non seulement en termes d'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus des ménages, mais aussi dans les domaines suivants:

- réforme des politiques et des institutions;
- ciblage des bénéficiaires par les communautés elles-mêmes;
- adaptations et perfectionnements techniques durables et effectifs;
- pratiques participatives efficaces et novatrices;
- organisation des agriculteurs;
- égalité des sexes et émancipation des femmes;
- régénération effective de l'environnement dans les zones marginales;
- innovation dans la conception et l'exécution;
- capacité accrue des institutions à servir les ruraux pauvres;
- reproductibilité.

Apprentissage et partage des connaissances

Comme tous les programmes pour la région encouragent l'apprentissage et le partage des connaissances parmi les ruraux pauvres, le FIDA s'est efforcé en 2004 de promouvoir ces processus surtout auprès des coordonnateurs et des personnels des programmes. Un atelier régional de mise en œuvre organisé au Lesotho a permis aux responsables de projet et programme de 14 pays d'établir des contacts informels avec le personnel du FIDA et de débattre de questions telles que la gestion axée sur l'impact, le suivi et évaluation, et l'échange du savoir.

Les ateliers thématiques conduits au cours de l'année dans la région ont été l'occasion de créer ou de préparer, au moyen de dons, des réseaux d'échange du savoir sur la gestion de l'eau, la finance rurale, les liaisons de marché, le suivi et évaluation destinés aux chargés de programme.

Asie et Pacifique

31 pays: Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, Fidji, Îles Cook, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Kirghizistan, Malaisie, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Samoa, Sri Lanka, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Tonga et Viet Nam

Vue d'ensemble

Malgré la flambée des prix du pétrole et l'épidémie de syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS), les pays en développement d'Asie et du Pacifique ont enregistré une vigoureuse croissance économique (6,3% par an) en 2003-2004. Des écarts de croissance importants subsistent toutefois entre les sous-régions et d'un pays à l'autre dans les sous-régions.

Le commerce intrarégional est devenu un important moteur de croissance dans la région. Pourtant, les produits agricoles et autres produits primaires représentent moins de 10% des échanges. Dans la plupart des pays de la région, la demande des consommateurs augmente, mais l'inégalité des revenus entre zones rurales et zones urbaines est forte. Cette situation a d'importantes répercussions en termes d'impact de la croissance économique sur la réduction de la pauvreté.

Les pays de la région sont confrontés à un certain nombre de défis: une pauvreté endémique dans les zones isolées où vivent les minorités ethniques, l'inégalité des revenus entre zones rurales et zones urbaines et entre les régions, le chômage, l'impact de l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce sur les petits paysans.

Stratégie et activités en 2004

Les quatre objectifs de la stratégie régionale du FIDA pour l'Asie et le Pacifique sont les suivants:

- développer les zones défavorisées;
- accroître les moyens d'action des femmes afin de promouvoir le changement social et le développement agricole;
- réduire la pauvreté en développant les capacités des populations autochtones et autres minorités marginalisées;
- former des coalitions de ruraux pauvres.

Développer les zones défavorisées

Les COSOP et les nouveaux projets conçus depuis que la stratégie régionale a été définie ciblent les zones moins favorisées (plateaux, montagnes, zones arides) où vivent 40% des ruraux pauvres de la région. L'aggravation de la pauvreté dans ces contrées s'est accompagnée d'une dégradation massive des ressources naturelles.

- Le FIDA continue de tester de nouvelles approches pour améliorer l'accès des ruraux pauvres aux ressources collectives et pour en accroître la productivité. Dans le projet en faveur des petits pêcheurs des bras morts au Bangladesh et le projet de mise en valeur des ressources forestières et fourragères sous bail dans le Moyen Pays au Népal, les ressources détenues en commun (lacs et forêts dégradées) sont données à bail aux populations les plus pauvres des villages environnants. Dans les deux cas, il s'avère que cette «délimitation sociale» pouvait efficacement préserver les bienfaits de l'investissement et que la distribution des revenus sur la base des contributions en main-d'œuvre permettait de préserver le principe d'équité. Un programme de suivi intitulé programme de foresterie à bail et d'élevage a été approuvé pour le Népal en décembre 2004.
- Le FIDA a fait un don à la région pour rémunérer les populations pauvres des plateaux prestataires de services environnementaux. Il s'agit là d'un test pour déterminer si les mécanismes institutionnels sont capables de reconnaître les groupes cibles du FIDA et de les rétribuer pour leurs services environnementaux.

Donner des moyens d'action aux femmes

Les inégalités hommes-femmes restent criantes dans toute la région. L'impact des interventions du FIDA et des autres organisations sur la pauvreté en Asie dans les prochaines décennies dépendra du succès remporté pour changer les relations entre les sexes. Les interventions soutenues par le FIDA sont centrées sur le renforcement du rôle des femmes en tant qu'agents du changement.

Le programme de réduction de la pauvreté rurale en Mongolie propose un fonds de micro-initiative et une formation spécifique aux femmes qui veulent avoir une activité économique. Le fonds et la formation sont gérés par les fédérations d'associations féminines locales, qui organisent également des campagnes en faveur de l'éducation, de la planification des naissances et de la santé.

Au Viet Nam, les activités du FIDA contiennent un certain nombre d'éléments qui encouragent la participation de femmes aux processus de décision des collectivités locales, à savoir:

- séances d'évaluation rurale participative distinctes pour les hommes et pour les femmes pour déterminer les activités de développement communautaire;

- création d'un espace institutionnel pour les femmes dans les instances villageoises;
- amélioration de l'accès des femmes au crédit;
- création de fonds pouvant être utilisés spécifiquement pour répondre aux besoins identifiés par les femmes.

Au Pakistan, la toute première organisation féminine a vu le jour dans le Sud Waziristan en juin 2004 dans le cadre du projet de développement dans le Sud des zones tribales sous administration fédérale, laquelle a continué de travailler avec les communautés locales malgré les opérations des forces de sécurité dans la zone.

Le FIDA a également trois dons spécifiques en faveur des femmes dans la région.

Renforcer les capacités des populations autochtones et autres minorités marginalisées

Les populations autochtones sont encore les plus marginalisées sur les plans social et politique dans la région. Aux Philippines, le projet de gestion des ressources agricoles des hautes terres de la Cordillera (CHARM), qui s'échelonne sur huit ans, a été la première opération gouvernementale à appliquer la loi relative aux droits des peuples autochtones pour permettre aux populations autochtones d'obtenir un titre légal sur leurs terres ancestrales.

En Mongolie, des comités d'éleveurs se forment sur la base des groupes pastoraux traditionnels (les *khot ails*). Ces comités, composés de plusieurs *khot ails*, se chargent de tâches importantes telles que le développement et la supervision de l'exploitation des terres ou l'entretien et l'utilisation des points d'eau. En Indonésie, le programme d'autonomisation des communautés locales à Kalimantan Est et le programme d'autonomisation rurale aux fins du programme de développement agricole du Sulawesi central ciblent l'un et l'autre les populations autochtones vivant dans la zone du programme.

Former des coalitions de ruraux pauvres

Le FIDA œuvre pour permettre aux ruraux pauvres de renforcer leur capacité individuelle et collective afin d'avoir accès aux débouchés économiques et aux services sociaux et infrastructures de base, et de remédier aux rapports de force inégaux qui contribuent à leur pauvreté.

Au Kirghizistan, un collectif national d'éleveurs de moutons formé à partir des coopératives d'élevage s'est constitué dans le cadre du projet de développement de l'élevage ovin qui vient de s'achever.

La contribution au développement des institutions de la base constitue la clé de voûte de la stratégie du FIDA en Inde. La formule de la mutuelle de microfinancement a été introduite dans l'État du Tamil Nadu puis reprise à plus grande échelle dans le projet de crédit rural dans le Maharashtra. Les groupes d'entraide ainsi créés ont démontré leur efficacité, et le modèle a été transposé dans plusieurs autres contextes.

À Sri Lanka, le projet de développement rural participatif dans la province du centre-nord crée de petits groupes de familles bénéficiaires, qui s'associent pour former des organisations villageoises dynamiques. Ces organisations forment à leur tour des fédérations, chapeautées par la Fondation pour le développement participatif du district d'Anuradhapura. Toutes ces structures sont officiellement enregistrées; elles planifient et exécutent ensemble un certain nombre d'activités de développement soutenues par le projet. La mobilisation sociale et les processus participatifs de planification contribuent à développer le capital social, le résultat étant que les individus et les collectivités sont mieux capables de se prendre en main.

En juin 2004, le FIDA a organisé un atelier d'examen du portefeuille de projets pour l'Asie de l'Est et du Sud-Est. Les directeurs de projet et les responsables gouvernementaux ont estimé qu'ils avaient besoin de l'assistance du FIDA pour former leur personnel dans divers domaines. En ce qui concerne la nouvelle politique relative aux dons, ils ont également proposé des utilisations stratégiques pour les financements du FIDA sous forme de dons. Enfin, ils ont fait d'importantes suggestions pour les concertations avec les gouvernements, au sujet notamment des mesures propres à assurer la viabilité institutionnelle des projets achevés et de la microfinance.

Concertation et partenariats

Concertation

Les activités du FIDA dans la région concernent l'accès aux biens productifs et l'élimination des obstacles, institutionnels et autres, qui empêchent la réduction durable de la pauvreté; le Fonds développe donc ses liens et ses partenariats de haut niveau pour que les projets financés par ses prêts et ses dons aient le maximum d'impact.

En 2004, le FIDA a continué de collaborer avec plusieurs pays (Cambodge, Mongolie, Népal et République démocratique populaire lao) pour l'élaboration des DSRP, essentiellement pour intégrer les questions relatives au développement agricole et rural, ou renforcer la participation des ruraux pauvres au processus de consultation. Conformément à la politique du FIDA et à l'évolution de l'approche basée sur les programmes et la concertation, la Division Asie et Pacifique gère ses programmes de pays dans le cadre des stratégies de réduction de la pauvreté définies par les pays et conçoit ses projets dans un esprit de concertation. Elle participe aux processus liés à l'harmonisation des approches parmi les donateurs.

En 2004, la majorité des interventions du FIDA dans la région ont continué à influencer la formulation de politiques propaèvres.

- Au Népal, l'un des résultats directs du projet de mise en valeur des ressources forestières et fourragères sous bail dans le Moyen Pays a été l'adoption par le Gouvernement d'une politique nationale pour l'exploitation forestière à bail, qui fait aujourd'hui partie intégrante du DSRP.
- Au Viet Nam, les projets du FIDA ont permis de décentraliser toute une série de fonctions de gestion au profit des administrations de district; le programme nouvellement approuvé généralise l'approche mise en œuvre dans ces initiatives.
- Au Cambodge, le projet de renforcement de la productivité agricole a aidé le Gouvernement à concevoir et formuler des politiques et des législations dans plusieurs domaines.
- En République démocratique populaire lao, la concertation avec le Gouvernement dans le cadre de l'exécution du programme national de croissance et de stratégie d'éradication de la pauvreté constitue un important volet du programme de pays.
- En Inde, avec l'assistance du FIDA, les ONG ont sensiblement accru leur capacité à participer au processus de développement dans le cadre de l'exécution des projets comme au stade des concertations. De même, les institutions financières ont adapté leurs procédures de manière à faciliter l'accès des pauvres aux services de microfinance.
- En Chine, le programme relatif au secteur de la finance rurale approuvé en avril 2004 sera exécuté en tant que programme national, ce qui permettra à la Commission bancaire de Chine et aux coopératives et mutuelles de crédit rural de tester leurs bonnes pratiques en matière de microfinance, notamment en ce qui concerne la facilité d'accès pour les ruraux pauvres.

Partenariats

Le Programme alimentaire mondial (PAM) est demeuré un partenaire et un cofinancier majeur dans la région. En janvier 2004, le FIDA a signé un mémorandum d'accord avec le PAM pour faciliter la poursuite de la coopération et renforcer le partenariat entre les deux institutions.

En collaboration avec des partenaires régionaux et nationaux, le FIDA a formulé des stratégies de réduction de la pauvreté rurale pour deux nouvelles sous-régions en 2004: celle qui concerne les îles du Pacifique a été approuvée en décembre 2004, la stratégie pour l'Asie centrale devant l'être en 2005.

En 2004, des bureaux extérieurs ont été établis dans trois pays – Chine, Inde et Viet Nam – dans le cadre du Programme pilote relatif à la présence sur le terrain (voir page 49). Le bureau chinois aura un mandat sous-régional couvrant également la République populaire démocratique de Corée et la Mongolie. Ces bureaux contribueront à la mise en œuvre des projets, aux concertations, à la gestion des connaissances et au développement des partenariats au niveau des pays.

Principaux éléments de la gestion du portefeuille

À la fin de l'exercice, le portefeuille régional du FIDA comptait 39 projets et programmes dans 15 pays, pour un investissement total du FIDA s'élevant à 697,9 millions de USD. Six nouveaux prêts ont été approuvés en 2004 pour des activités au Bangladesh, en Chine, en Indonésie, au Népal, à Sri Lanka et au Viet Nam.

Les autres traits saillants de la gestion du portefeuille ont été les suivants:

- la place plus importante faite à l'examen de la performance du programme de pays pour déterminer les projets en situation de risque dans le système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) (voir page 49);
- approbation de la création d'un poste de facilitateur en gestion axée sur les résultats de développement;
- réunion avec le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), la principale institution coopérante de la division, afin de renforcer la coopération dans un souci d'efficacité accrue de la supervision et de l'exécution.

Impact

Le FIDA cherche à jouer un rôle catalyseur dans la région en testant des méthodes novatrices pour réduire la pauvreté et en reproduisant à plus grande échelle les innovations qui donnent de bons résultats. Les projets concernent surtout des problèmes qui ne sont pas traités de manière adéquate dans les systèmes existants. Ils peuvent également influencer concrètement les politiques et les réformes institutionnelles dans un sens qui accélère la réduction de la pauvreté rurale. Le FIDA veille à ce que la contribution de ses projets au développement ne soit pas freinée par des facteurs géographiques en privilégiant les projets innovants plus intégrés globalement et cadrant mieux avec les schémas nationaux.

Apprentissage et partage des connaissances

Le projet de mise en réseau des savoirs pour le développement rural dans la région Asie/Pacifique (ENRAP) a poursuivi ses activités. En 2004, il est entré dans sa deuxième phase. Son principal objectif est de renforcer l'impact des activités financées par le FIDA sur les moyens de subsistance des communautés rurales pauvres de la région en favorisant les mises en réseau et le partage des connaissances à tous les niveaux. Il défend plus particulièrement l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour le développement et l'accès des communautés rurales pauvres aux nouveaux médias électroniques. ENRAP II amplifie l'action entreprise dans la phase I et couvre huit pays (Chine, Inde, Népal, Pakistan, Philippines, République démocratique populaire lao, Sri Lanka et Viet Nam).

Amérique Latine et Caraïbes

32 pays: Antigua-et-Barbuda, Argentine, Barbade, Belize, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, El Salvador, Équateur, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay et République bolivarienne du Venezuela

Vue d'ensemble

Après cinq années de stagnation, l'économie des pays d'Amérique latine et des Caraïbes a enregistré une croissance positive en 2004. Le produit intérieur brut s'est établi à environ 4,5% (3% par habitant). Les résultats ont également été positifs, quoique dans des proportions nettement plus modestes, en termes d'emploi. Le taux d'inflation est resté faible, autour de 8,5%. Pourtant, la région reste confrontée à d'importantes difficultés. L'embellie économique est fragile, et la région dans son ensemble – en particulier dans les zones rurales – est extrêmement vulnérable à des facteurs exogènes tels que les performances de l'économie mondiale et les effets dévastateurs des catastrophes naturelles. Malgré tous les progrès accomplis, il subsiste de graves faiblesses institutionnelles et des lacunes en termes de politiques dans un certain nombre de pays de la région, surtout pour ce qui est de permettre aux ruraux pauvres d'avoir accès aux biens productifs et aux services dont ils ont besoin pour se libérer de la pauvreté.

Aucun progrès n'a été enregistré quant à la réduction de la pauvreté en Amérique latine et dans les Caraïbes dans les cinq dernières années, les taux de pauvreté et d'indigence demeurant pratiquement inchangés depuis 1997. La seule exception concerne 2000, avec un rebond de l'économie qui a réduit le nombre de pauvres dans la région. D'après la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le nombre de Latino-Américains en situation de pauvreté s'établissait en 2003 à environ 226 millions de personnes, dont 100 millions vivaient dans un dénuement total. On estime qu'environ 62% de la population rurale de la région est pauvre.

Stratégie et activités en 2004

Les principaux objectifs du FIDA dans la région sont les suivants:

- autonomiser les ruraux pauvres;
- permettre aux ruraux pauvres d'exploiter les possibilités offertes par les marchés aux niveaux local, régional et international;
- promouvoir la concertation en encourageant les parties concernées, les gouvernements et la communauté des donateurs à poursuivre le dialogue et l'action commune;
- développer les partenariats et les coalitions;
- tirer les enseignements de l'expérience acquise dans la région et ailleurs, exploiter les connaissances et les diffuser.

La problématique hommes-femmes et la gestion durable des ressources naturelles sont deux thèmes transversaux de la stratégie du FIDA dans la région.

En 2004, les COSOP ont été établis pour l'Argentine, le Costa Rica, l'Équateur et le Paraguay.

Autonomisation des ruraux pauvres

Les prêts du FIDA vont en priorité aux projets qui favorisent l'autonomisation des ruraux pauvres, en particulier les populations autochtones, les petits exploitants, les paysans sans terre, les femmes et les jeunes, et qui encouragent les approches participatives déterminées par la demande. En 2004, le FIDA a approuvé le programme national de développement rural: régions centrale et orientale du Guatemala, qui s'adresse aux petits

producteurs et aux populations autochtones. Au Brésil, le projet d'appui au développement des microentreprises familiales rurales dans le Nord-Est nouvellement approuvé vise à réduire la pauvreté et les inégalités sociales parmi les ruraux pauvres de cette région.

En novembre, le programme régional à l'appui des populations indigènes d'Amazonie (PRAIA) a organisé un atelier intitulé Expérience vivante afin de partager et d'étudier les enseignements tirés de l'expérience du FIDA et des organisations partenaires qui travaillent avec les populations autochtones. Seize initiatives ont été présentées lors de l'atelier, et un prix a été décerné aux trois plus novatrices. Le PRAIA prépare une publication qui résume la teneur et les principales conclusions de l'atelier.

Exploitation des possibilités offertes par le marché

La mondialisation est à la fois un défi et une opportunité pour les ruraux pauvres. Le FIDA œuvre pour resserrer les liens entre ses populations cibles et les marchés locaux, régionaux et internationaux, et encourage plus particulièrement la création de microentreprises. Les activités dans ce domaine ont été pilotées par le projet de promotion des microentreprises rurales (PROMER) en Amérique latine et dans les Caraïbes. Au cours de l'année, le programme a facilité les contacts entre les petits entrepreneurs ruraux et les consommateurs potentiels italiens dans le cadre de Micro Italia, un programme qui entend jeter des ponts commerciaux entre l'Italie et les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

En 2004, le FIDA a approuvé le projet de développement rural en Patagonie pour l'Argentine. L'objectif est d'améliorer la situation économique et sociale des ruraux pauvres de la région patagonienne en leur donnant plus largement accès aux débouchés commerciaux et aux ressources techniques et financières, et d'inverser ainsi l'état de fait actuel, à savoir le financement des activités de développement des zones rurales par des transferts de l'État.

En 2004, le FIDA a renforcé son appui aux services financiers ruraux dans la région avec SERFIRURAL, programme régional qui couvre le Belize, le Costa Rica, le Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua et le Panama. Le lancement officiel a eu lieu au Nicaragua en juin 2004. SERFIRURAL facilitera l'accès des ruraux pauvres aux services financiers en contribuant à améliorer la qualité et la diversité des services déjà proposés par les institutions financières. Le programme recense actuellement les composantes services financiers ruraux dans les projets financés par le FIDA en Amérique centrale.

Problématique hommes-femmes

Le FIDA tient d'autant plus à éliminer les inégalités entre les sexes dans les zones rurales que les femmes rurales sont particulièrement touchées par la pauvreté. En 2004, le programme régional de renforcement des stratégies destinées à promouvoir l'égalité hommes-femmes dans les projets financés par le FIDA en Amérique latine et dans les Caraïbes (PROGENDER) a appuyé 16 projets du FIDA et assuré une formation sur la problématique hommes-femmes. En collaboration avec le programme de renforcement des capacités régionales aux fins du suivi et de l'évaluation des projets de lutte contre la pauvreté rurale en Amérique latine et aux Caraïbes (PREVAL), PROGENDER a produit une publication sur les indicateurs sexospécifiques et une méthodologie axée sur les résultats pour l'évaluation des projets ruraux.

Gestion durable des ressources naturelles

Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont un riche patrimoine de ressources naturelles que le FIDA entend protéger et mettre en valeur. Étant donné le lien étroit qui existe entre l'éradication de la pauvreté et la protection de l'environnement, la viabilité écologique est l'une des conditions essentielles du développement agricole et rural à long terme. Au cours de l'année, le FIDA a approuvé le projet de développement du couloir central en Équateur, dont le principal objectif est d'améliorer les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles pauvres et des communautés autochtones et paysannes.

Concertation et partenariats

Former des partenariats et des coalitions est un objectif stratégique pour le FIDA dans la région. En 2004, le Fonds a continué de prendre une part active aux travaux du Groupe de travail interinstitutions pour le développement rural en Amérique latine et dans les Caraïbes. Ce groupe, créé en mars 2000, est la principale instance de la région en matière de coopération institutionnelle pour le développement rural. En mars 2004, ses membres se sont réunis à Lima (Pérou) pour partager l'information et coordonner les activités. Ce groupe est constitué de représentants des organisations suivantes: FIDA, Banque interaméricaine de développement (BID), Banque mondiale, FAO, Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et GZI. Comme lors des sessions antérieures du Groupe de travail, une séance-débat a été consacrée à la présentation, par le gouvernement hôte, de sa stratégie de développement rural.

Durant l'année, le FIDA a continué d'appuyer l'Unité régionale d'assistance technique (RUTA) en Amérique latine et dans les Caraïbes dans un certain nombre de pays (Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama). La RUTA a pour mission d'aider les institutions régionales et nationales à prendre des mesures plus énergiques pour atténuer les contraintes qui pèsent sur les agriculteurs et les éleveurs. Elle assure également une formation et gère les connaissances, en proposant ses conseils pour la conception, la mise en œuvre, le contrôle et l'évaluation des stratégies et des projets dans les zones rurales.

En 2004, le FIDA a commencé à mettre en œuvre le programme multidonateurs pour l'éradication de la pauvreté en Amérique latine et dans les Caraïbes. C'est le premier résultat d'un partenariat entre la BID et le FIDA, établi grâce à l'appui des fonds supplémentaires de l'Italie (voir page 55). Le programme aide actuellement l'Argentine, à la demande du Secrétaire d'État à l'agriculture, à définir une stratégie de développement rural viable pour le pays et ses provinces. Au cours de l'année, le programme régional FIDA-MERCOSUR a encore consolidé son rôle d'espace de dialogue en Argentine, en Bolivie, au Brésil, au Chili, au Paraguay et en Uruguay. Il appuie les projets financés par le FIDA en développant les possibilités d'échanges et les débouchés commerciaux pour les petits agriculteurs et les ruraux pauvres.

En 2004, le FIDA a également commencé à travailler en partenariat avec Trócaire, ONG opérant en Amérique centrale, pour étudier les stratégies de réduction de la pauvreté au Honduras et au Nicaragua. Ce travail s'inscrit dans le cadre d'une action plus vaste menée par le FIDA pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de DSRP en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les stratégies de réduction de la pauvreté sont de plus en plus considérées comme un élément clé des stratégies globales de développement de la plupart des pays de la région et comme un outil essentiel pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Principaux éléments de la gestion du portefeuille

À la clôture de l'exercice, le portefeuille régional du FIDA se composait de 33 projets et programmes dans 19 pays répartis dans les quatre sous-régions – Mexique, Panama et Amérique centrale; région andine; Cône sud; Caraïbes –, ce qui représente pour le FIDA un investissement total de 485,7 millions de USD. L'orientation du programme de prêts reflète les besoins actuels des pays. On estime que 500 000 ménages ruraux pauvres bénéficient directement des projets. Le portefeuille de prêts de la région évolue sensiblement depuis dix ans, avec une proportion croissante de prêts à des conditions ordinaires. À la clôture de l'exercice, 70% des projets en cours relevaient de prêts assortis de conditions ordinaires ou intermédiaires, d'où l'importance de leur rôle dans les rentrées financières de l'organisation.

En 2004, les trois projets en cours dans la région supervisés par le FIDA au titre du programme pilote de supervision directe ont livré des enseignements utiles concernant l'exécution, notamment:

- mise au point de mécanismes pour améliorer la formulation de programmes de travail adéquats pour les différentes composantes des projets;
- rôle de la commercialisation, de la décentralisation, des sexes et des services financiers, notamment dans les zones marginales;
- importance des profils professionnels, des mandats et des critères de sélection pour accroître l'efficacité des projets du FIDA.

Impact

En 2004, le FIDA a comme par le passé accordé un rang de priorité élevé à la mesure et à l'évaluation des résultats de ses interventions dans la région. Le PREVAL a joué un rôle clé dans ce domaine.

Le projet d'Évaluation externe indépendante du FIDA (voir page 45) a fait ressortir le caractère novateur des opérations du Fonds dans la région, notamment en Bolivie et au Pérou. Ce trait apparaît également dans les rapports d'achèvement établis en 2004, indiquant que les projets du FIDA avaient un impact positif, en particulier pour les groupes autochtones, les petits exploitants pratiquant une agriculture de subsistance, les paysans sans terre et la problématique hommes-femmes. Ils ont également joué un rôle positif en reconstruisant les communautés après les conflits et les catastrophes naturelles (en particulier en Amérique centrale, en Colombie et en Haïti).

Apprentissage et partage des connaissances

Le FIDA conserve un rang de priorité élevé aux processus d'apprentissage et de partage des connaissances, qui sont pilotés dans la région par FIDAMERICA. Le réseau Internet joue un rôle pionnier dans l'échange d'informations et la diffusion des acquis issus du travail auprès des ruraux pauvres.

En avril, le programme de dons pour les services techniques de développement rural (SETEDER) a organisé un atelier sur la formation d'enseignants autochtones au Honduras. Deux thèmes principaux y ont été traités: les principes de formation et les outils spécifiques que peuvent utiliser les formateurs de formateurs dans leur travail. Les conclusions de l'atelier ont été largement diffusées puisque les participants ont organisé des ateliers similaires avec les enseignants autochtones dans leur propre communauté.

Proche-Orient et Afrique du Nord, Europe centrale et orientale et nouveaux États indépendants

30 pays: Albanie, Algérie, Arabie saoudite, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Croatie, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, ex-République yougoslave de Macédoine, Géorgie, Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Koweït, Liban, Malte, Maroc, Oman, Qatar, République arabe syrienne, République de Moldova, Roumanie, Somalie, Soudan, Tunisie, Turquie et Yémen

Vue d'ensemble

La division couvre les pays de deux régions distinctes: la région Proche-Orient et Afrique du Nord (POAN), et la région Europe centrale et orientale et nouveaux États indépendants (COI).

Dans l'ensemble, la région POAN a plus ou moins renoué avec la croissance économique en 2004, après un marasme prolongé. Cette embellie s'explique par plusieurs facteurs, notamment la hausse des cours du pétrole brut, dont profitent les pays producteurs, le fort rebond du secteur agricole après trois années de sécheresse et les premiers signes d'une reprise de la demande dans les économies d'Europe occidentale. La région reste toutefois vulnérable aux ondes de choc de certains événements extérieurs dont la guerre en Iraq, le conflit israélo-palestinien et la crise du Darfour au Soudan, et un climat géopolitique généralement tendu. Le chômage, notamment parmi les jeunes diplômés, demeure un problème majeur dans beaucoup de pays. L'accélération de l'intégration dans les circuits d'échanges et d'investissement est généralement considérée comme la solution la meilleure et la plus pérenne pour venir à bout de ces difficultés.

Dans la région COI, la croissance économique est restée dans l'ensemble très vigoureuse. Les pays se débarrassent peu à peu des oripeaux du vieux système communiste et aspirent à rattraper les pays d'Europe occidentale. Mais il leur reste du chemin à parcourir dans plusieurs domaines. Ils doivent notamment améliorer la gouvernance et la gestion des ressources publiques et réformer leurs institutions pour soutenir l'économie de marché et attirer l'investissement privé.

Stratégie et activités en 2004

La stratégie du FIDA pour les régions POAN et COI s'articule autour de quatre grands objectifs. Pour la région POAN, il s'agit de:

- renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations;
- promouvoir l'égalité hommes-femmes;
- diversifier les sources de revenus des ruraux pauvres;
- assurer la gestion durable des ressources naturelles.

Dans la région COI, il s'agit de:

- renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations;
- promouvoir l'égalité hommes-femmes;
- appuyer le processus de transition et le passage à l'économie de marché;
- faciliter les articulations avec le marché dans le secteur agricole.

En 2004, un COSOP a été établi pour la Géorgie. Il a été approuvé par le Conseil d'administration en décembre.

Renforcer les capacités des ruraux pauvres

Presque tous les projets financés par des prêts approuvés en 2004 pour les deux régions ont pour objectifs d'accroître l'autonomie des ruraux pauvres et de renforcer leurs organisations. Le projet de gestion communautaire des ressources à Al-Dhala au Yémen, la phase II du projet de gestion des ressources agricoles en Jordanie et le programme de gestion des ressources dans l'ouest du Soudan donneront aux communautés rurales des moyens supplémentaires pour déterminer leurs besoins prioritaires en matière de développement et pour établir des plans d'action communautaires. Le projet au Yémen appuiera en outre la création d'institutions de microfinance basées sur les communautés.

Donner aux associations d'usagers de l'eau les capacités voulues ou supplémentaires qui leur permettront de prendre en charge l'entretien et l'exploitation des systèmes locaux d'irrigation est un autre domaine clé. Ces associations ont un rôle important à jouer quant au meilleur approvisionnement en eau des producteurs agricoles pauvres et à l'entretien des ouvrages d'irrigation. Le projet de développement du Nord-Est de l'Azerbaïdjan, approuvé en 2004, soutiendra six de ces associations dans 48 villages.

Promouvoir l'égalité hommes-femmes

Les activités du FIDA dans ces deux régions s'adressent aux femmes, individuellement ou en groupe, afin qu'elles soient intégrées dans le processus de développement participatif. Les projets en Jordanie et au Yémen mentionnés plus haut prévoient des activités ciblées spécifiquement sur les femmes, telles que cours d'alphabétisation, promotion des techniques qui économisent le travail, activités agricoles et non agricoles rémunératrices et accès au crédit.

Les programmes de promotion de l'égalité hommes-femmes dans les régions POAN et COI ont poursuivi leurs activités en 2004 avec l'appui de deux dons. Pour la région COI un atelier intitulé Analyse sexospécifique du développement rural a été organisé à Chisinau, en République de Moldova, en mai 2004. À la suite de cet atelier, les projets du FIDA dans la région ont conçu des plans pour intégrer les considérations d'égalité hommes-femmes, et bénéficient d'une assistance technique pour mettre ces plans à exécution.

Diversifier les revenus des ruraux pauvres

Toutes les activités approuvées en 2004 pour la région POAN encouragent la création de microentreprises et l'emploi rural non agricole, qui permettent de diversifier les revenus des ruraux pauvres. Elles encouragent également la création et l'extension des services financiers au profit des groupes cibles du FIDA.

- En Algérie, le projet de développement rural des monts des Traras et de Sebaa Chioukh de la Wilaya de Tlemcen appuiera la création de 30 associations locales d'épargne et de crédit.
- Au Yémen, des cours de formation professionnelle à divers métiers permettront d'encourager l'emploi non agricole.
- En Jordanie, il s'agira d'encourager les coopératives villageoises de microcrédit.
- Au Soudan, on renforcera les capacités des institutions financières rurales à adapter leurs services aux besoins des pauvres et à encourager la commercialisation des produits agricoles.

Assurer la gestion durable des ressources naturelles

En 2004, le FIDA a comme par le passé encouragé la gestion durable des ressources naturelles et l'accès équitable à ces biens collectifs dans la région POAN. Le programme pour le Soudan occidental jettera les bases d'une nouvelle structure de gouvernance pour la gestion des ressources naturelles, qui concernera l'eau, les terres et les forêts du Kordofan. De même, le projet pour la Jordanie financera des activités de conservation des terres et de l'eau, des ouvrages de collecte des eaux (citernes et minibarrages en terre) et

un programme de recherche sur des procédés sûrs et économiquement viables pour traiter les eaux ménagères usées afin de pouvoir irriguer les vergers. Le projet en Algérie reconstituera les ressources en fourrage, améliorera la gestion des parcours et les ressources sylvo-pastorales, et reconstituera les troupeaux.

Appuyer la transition vers l'économie de marché

Le programme de développement économique des zones rurales approuvé pour l'Arménie en 2004 et le projet susmentionné en Azerbaïdjan faciliteront le passage à l'économie de marché en soutenant les petites et moyennes entreprises (PME) du secteur privé et en proposant aux entreprises rurales des services d'intermédiation financière et non financière. Par l'intermédiaire de la structure de finance rurale qui sera mise en place pour la première fois en Arménie, les fonds provenant des prêts du FIDA serviront à refinancer les banques commerciales admissibles et autres institutions financières du secteur privé. Ces établissements consentiront à leur tour des prêts à des microentreprises familiales sur ou hors exploitation, ainsi qu'aux PME rurales. Les projets en Azerbaïdjan et en Arménie s'inscrivent dans le nouvel engagement du FIDA en faveur du développement du secteur privé local.

Faciliter les articulations avec les marchés dans le secteur agricole

La plupart des nouveaux projets financés par le FIDA en 2004 dans la région COI sont ciblés sur la nécessité de mettre les producteurs en contact avec les marchés afin de profiter des avantages des gains de productivité agricole et de procurer des revenus monétaires aux ménages ruraux. En Azerbaïdjan, le FIDA:

- appuiera un programme de démonstration et de vulgarisation des techniques et pratiques agricoles modernes;
- aidera les agriculteurs à acquérir des talents commerciaux et à les perfectionner et à consolider les organisations de producteurs et de commercialisation;
- élargira l'accès des agriculteurs et des entrepreneurs au crédit et aux moyens de production agricoles.

En Arménie, le nouveau projet financera des infrastructures de commercialisation – usines de transformation des produits agricoles, abattoirs et laiteries.

Concertation et partenariats

En 2004, le FIDA a continué à travailler en étroite collaboration avec ses partenaires dans les deux régions, tout en nouant de nouveaux partenariats – accords de cofinancement, alliances pour la réforme et le dialogue, concertations avec des parties prenantes telles que les ONG, les chercheurs locaux et les acteurs du secteur privé. Les projets approuvés cette année pour les régions POAN et COI ont été cofinancés entre autres par le Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Fonds de l'OPEP) et, pour la première fois depuis de nombreuses années, par l'USAID. L'USAID fera un don pour appuyer les activités d'assistance technique dans le cadre du nouveau projet en Arménie financé par le FIDA. Le projet jordanien a également bénéficié d'un don de 6,45 millions de USD du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) destiné à soutenir les activités de gestion durable des terres. Des discussions ont également eu lieu avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement sur un éventuel futur partenariat pour aider les petites et moyennes entreprises, les institutions financières rurales et le développement du secteur privé dans la région COI.

La collaboration avec les donateurs bilatéraux s'est poursuivie. Plusieurs dons d'assistance technique bénéficient actuellement de fonds supplémentaires (voir page 55), avec notamment une facilité de 3 millions de EUR (3,99 millions de USD) versée par l'Italie en 2003 pour améliorer l'accès des agriculteurs aux marchés dans la région des Balkans.

Les concertations engagées par le FIDA cette année résultent des activités au titre des projets, qui donnent une base pour dialoguer avec les gouvernements et autres parties prenantes. Les concertations portent sur les questions liées à la décentralisation et à la gouvernance locale, au financement rural, au développement du secteur privé ainsi qu'à la politique foncière et à la politique de l'eau. Enfin, en ce qui concerne le projet du Yémen, un don de 100 000 USD permettra d'avoir un appui technique et de renforcer les capacités de l'Association pour l'émancipation économique des femmes, une ONG locale, dans le domaine de la microfinance et de la création de microentreprises pour les femmes.

Dans le cadre du Programme pilote relatif à la présence sur le terrain (voir page 49), et après l'approbation pour le Soudan et le Yémen en décembre 2003, une proposition pour l'Égypte a été approuvée en décembre 2004. La représentation sur le terrain complétera les dispositions actuelles d'appui à l'exécution et renforcera les moyens d'action du FIDA dans les pays en matière de concertation et de partenariat avec les gouvernements, la société civile, les ONG locales et autres organisations de développement.

Principaux éléments de la gestion du portefeuille

À la clôture de l'exercice, le portefeuille du FIDA pour la région comptait 38 projets et programmes concernant 19 pays ainsi que Gaza et la Cisjordanie, soit un investissement total de 516,9 millions de USD pour le FIDA. Les six nouveaux prêts approuvés concernent l'Algérie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Jordanie, le Soudan et le Yémen.

Impact

Les rapports d'évaluation intermédiaire et finale des projets établis en 2004 pour les deux régions ont montré que les résultats et l'impact avaient été importants dans les domaines suivants:

- augmentation des revenus et amélioration de la sécurité alimentaire des ménages;
- meilleure productivité des terres, de la main-d'œuvre et des ressources en eau;
- création d'organisations socioéconomiques et appui à ces organisations – associations d'irrigants, associations d'utilisateurs des parcours, groupes de femmes;
- remise en état des ressources naturelles telles que les sources, les forêts et les pâturages;
- capacité institutionnelle accrue de servir les ruraux pauvres, notamment les services financiers ruraux dans la région COI.

Compte tenu de l'attention accrue portée aux résultats et à l'impact des opérations du FIDA, la division s'efforce de perfectionner les systèmes de suivi et évaluation dans ses projets en cours et de faire en sorte que tous les nouveaux projets prévoient un rapport sur les indicateurs du Système de mesure des résultats et de l'impact (voir page 50).

Apprentissage et partage des connaissances

En 2004, le FIDA a approuvé des dons innovants pour appuyer la recherche agricole, la meilleure gestion des ressources en eau et autres initiatives d'apprentissage et de partage des connaissances. Il a ainsi approuvé un don d'un montant de 1 million de USD pour établir KARIANET, réseau de création et de partage des savoirs dans la région POAN. L'initiative est cofinancée et exécutée par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI). L'accord de don a été signé en 2004 et les activités ont débuté à la fin de l'année. Le réseau diffusera l'information, les données d'expérience, les exemples de meilleures pratiques, les enseignements tirés de l'expérience et les exemples de réussite auprès des projets du FIDA dans la région et avec les autres parties prenantes concernées. Le FIDA a également approuvé un don de 200 000 USD destiné à établir un partenariat entre le FIDA et la diaspora somalienne pour appuyer la réduction de la pauvreté rurale en Somalie.

En 2004, le FIDA a parrainé ou participé à des conférences et ateliers qui lui ont permis de partager ses données d'expérience. Il a notamment participé au Sommet du microcrédit pour la région Moyen-Orient/Afrique qui s'est tenu en Jordanie en octobre.

Appui technique

Assurance-qualité

La Division consultative technique du FIDA s'emploie à faire en sorte que l'élaboration et l'exécution des activités de développement de l'organisation aient une qualité et un impact optimaux. Cette fonction d'assurance-qualité couvre l'environnement technologique, l'architecture institutionnelle, les cadres d'action, la viabilité économique, et la prise en compte du souci d'équité entre les sexes et d'équité sociale. En 2004, l'assurance-qualité a évolué d'une fonction passive d'appui à la conception vers une fonction plus dynamique de "guichet" pour la formulation et l'exécution, dans le but d'accroître l'impact des interventions du FIDA en faveur du développement. Elle privilégie désormais la sélectivité et l'efficacité, la mesure des résultats et de l'impact, et l'intégration de la problématique hommes-femmes. Par ailleurs, la division abrite le Secrétariat du programme de dons du FIDA: elle administre et coordonne les dons, et endosse l'entière responsabilité des dons destinés aux travaux de recherche rattachés à des innovations et aux activités connexes de renforcement des capacités.

La constitution d'équipes d'élaboration des projets a continué de contribuer grandement à ce que le personnel de la Division consultative technique et des spécialistes soient activement associés à la conception des projets. Le Partenariat pour le développement et l'exécution des projets, dont les fondations ont été posées en 2004, permettra d'appliquer sur le terrain la formule des équipes d'élaboration des projets.

Pendant l'année, les activités de la division au service de l'apprentissage institutionnel, du dialogue sur les politiques et de l'action de plaidoyer ont été mieux intégrées dans la fonction d'assurance-qualité. Trois groupes thématiques, complémentaires les uns des autres, ont été formés pour assurer la gestion des connaissances.

Tous les projets et programmes qui sont inscrits dans la filière du FIDA font l'objet d'une étude environnementale et sont rangés dans diverses catégories en fonction de leur impact attendu sur l'environnement. En 2004, l'expérience du FIDA s'est enrichie dans le domaine de la conception de projets qui conjuguent les enjeux écologiques mondiaux aux objectifs de développement nationaux. Parmi les faits récents, on relèvera l'approbation de sept projets par le FEM en 2004.

Apprentissage et partage des connaissances

Information et communication

En 2004, le FIDA a consolidé la Division de la communication, créée en 2002, et a formulé un projet de stratégie de communication visant à orienter les investissements de l'organisation dans six domaines:

- communication interne;
- relations avec les États membres;
- communication institutionnelle;
- communication régionale;
- gestion de l'information et des connaissances;
- communication pour le développement.

Le FIDA a lancé en 2004 un programme de communication interne pour faciliter l'assimilation des transformations institutionnelles, constituer un fonds de connaissances commun et fournir à l'ensemble du personnel et à tous les partenaires les informations dont ils ont besoin pour s'acquitter efficacement de leurs fonctions. Des initiatives concluantes ont été menées: mise au point d'un message d'accueil quotidien, modernisation de l'intranet, et conception d'un prototype de bulletin institutionnel.

Le FIDA a intensifié ses campagnes médiatiques et ses actions de communication visant un public plus ciblé pour mieux faire connaître à l'échelle internationale la pauvreté rurale et les méthodes de lutte efficaces. Le FIDA s'est servi de la communication pour renforcer sa présence sur la scène internationale de façon à infléchir les politiques et à partager des connaissances lors de forums et d'événements de portée mondiale et régionale. On citera le lancement de l'année mondiale 2005 du microcrédit à New York et à Milan, et la Conférence mondiale sur l'intensification de la réduction de la pauvreté à Shanghai.

La communication événementielle et les relations directes avec les médias ont permis d'obtenir une couverture médiatique grand public plus importante des questions liées à la pauvreté rurale et des enseignements tirés, dans la presse, à la radio, à la télévision et sur Internet. Les productions du FIDA, diffusées sur BBC World, CNN, CNN en espagnol, la chaîne de télévision des Nations Unies, AD Kronos et la RAI, ont été suivies par plus de 500 millions de foyers dans plus de 200 pays. Un des événements "phare" de l'année a été la coproduction BBC-TVE-FIDA du documentaire "In the Wake of War", sur la guerre, la paix et la pauvreté au Burundi, qui met en relief les interventions de reconstruction menées au sortir du conflit par le FIDA dans le pays.

L'année a été marquée par la conceptualisation, la modélisation et la mise à l'essai du portail sur la pauvreté rurale, appelé à devenir le point d'ancrage des activités d'apprentissage et de partage des connaissances au FIDA, et l'instrument de diffusion des innovations provenant du terrain, en particulier des réseaux régionaux du FIDA.

Le portail sur la pauvreté rurale

Ces dernières années, le FIDA s'est attaché à améliorer l'apprentissage et l'échange, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'organisation, et à repousser les frontières institutionnelles en se rapprochant des communautés qui combattent la pauvreté rurale. En 2004, dans le cadre de l'Initiative pour promouvoir et internaliser l'innovation (voir page 48), le FIDA a commencé à mettre au point le portail sur la pauvreté rurale.

La finalité du portail est de contribuer à l'éradication de la pauvreté rurale en favorisant la mise en commun des informations et des connaissances et en élevant la lutte contre la pauvreté rurale au rang de priorité mondiale. Si le portail voit le jour, les collectivités pourront y puiser les informations et les connaissances dont elles ont besoin pour venir à bout de la pauvreté rurale, car il réunira une masse de connaissances, d'informations et de ressources pertinentes en provenance d'une grande diversité de sources et de relais d'information.

Le FIDA administrera le portail et sera le premier à veiller à ce que toutes les parties prenantes de la réduction de la pauvreté rurale y trouvent un espace d'expression, en particulier les ruraux pauvres et leurs représentants. Le portail permettra à tout un chacun de créer, d'acquérir, d'adapter, de stocker, de diffuser, de gérer et d'utiliser des informations et des connaissances.

Le portail, s'il se matérialise, aidera le FIDA à jouer son rôle de catalyseur car l'organisation sera mieux à même de partager ses connaissances – un bien public mondial –, de devenir une source de connaissances et d'infléchir sur les politiques liées à la pauvreté rurale. Pour ce faire, le portail aura les caractéristiques suivantes:

- offrir un accès à des informations prédigérées;
- placer l'échange et l'apprentissage sur le mode de la collaboration;
- mettre en relation des agriculteurs, des pêcheurs et des femmes, des titulaires de microentreprises, des ONG, des gouvernements, des décideurs, des administrateurs sur le terrain, le personnel du siège, tous les partenaires du développement rural et tous les réseaux existants;

- offrir une tribune aux ruraux pauvres et à leurs organisations qui permet d'être à leur écoute et d'apprendre d'eux;
- favoriser l'échange d'informations sur les expériences concluantes et les échecs;
- rapprocher les responsables de la formulation des politiques du terrain.

Pendant l'année, un modèle opérationnel du portail sur la pauvreté rurale a été présenté à l'occasion de divers ateliers régionaux et au Conseil d'administration du FIDA.

Atelier sur les réseaux régionaux

Le FIDA se consacre depuis quelque temps à la mise au point d'un système de communication mondial et intégré. Des améliorations importantes et visibles ont été apportées au site Web existant, à la base de connaissances sur la pauvreté rurale (www.ifad.org/rural/index.htm) et aux réseaux régionaux: ENRAP (pour l'Asie et le Pacifique), FIDAFRIQUE (pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre), FIDAMERICA (pour l'Amérique latine et les Caraïbes) et KARIANET (pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, lancement prévu en janvier 2005).

En octobre 2004, dans le cadre des démarches engagées pour favoriser l'apprentissage et l'échange, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'organisation, le Département gestion des programmes et la Division de la communication ont organisé un atelier qui a réuni tous les réseaux régionaux de connaissances et d'information du FIDA.

Visite des membres du Conseil d'administration en Inde

Le FIDA s'emploie à accroître sa présence sur le terrain, à interagir directement avec les ruraux pauvres et à être en prise avec la réalité. C'est dans cette optique que cinq membres du Conseil d'administration du FIDA se sont rendus dans l'État du Gujerat (Inde) en décembre 2004. La visite était organisée par l'Association de travailleuses indépendantes (SEWA) basée à Ahmedabad, la capitale de l'État, dans le cadre de son programme de rencontres et de dialogue. Ledit programme vise à sensibiliser les participants à la pauvreté et à les impliquer personnellement dans la lutte contre la pauvreté. SEWA défend des femmes pauvres qui travaillent comme indépendantes et compte environ 200 000 adhérentes.

Les membres du Conseil d'administration ont partagé pendant plusieurs jours le quotidien de familles pauvres vivant en milieu rural et dans les villes, et en particulier celui des femmes (toutes affiliées à SEWA); ainsi ont-ils pu constater par eux-mêmes les difficultés auxquelles sont confrontées les femmes rurales. Ils ont également rencontré des responsables du Gouvernement de l'État et du Gouvernement indien, et des représentants des Nations Unies et d'ONG qui travaillent avec le FIDA dans la région.

Notes d'apprentissage

En 2004, un instrument novateur a été introduit dans l'élaboration des projets, qui vise à améliorer l'efficacité des interventions du FIDA en faveur du développement: il s'agit des *notes d'apprentissage*. Le principe est d'apporter un traitement systématique aux problèmes de conception des projets qui apparaissent de manière récurrente lors des examens techniques. À l'issue d'une analyse des conclusions d'examen techniques et d'autres sources d'information, la Division consultative technique a énoncé les conditions minimales à remplir pour concevoir les projets. L'utilisation des notes par les chargés de programme de pays et les consultants pendant le processus d'élaboration des projets a fait l'objet d'une expérimentation pilote début 2004, avant d'être généralisée en fin d'année. Les notes permettent d'institutionnaliser le processus d'apprentissage par la pratique: les enseignements sont triés, validés, et systématiquement pris en compte dans la

formulation des propositions de prêt. Dix-huit projets de notes ont été préparés, qui offrent des exemples de pratiques optimales utilisées dans la conception, récente ou en cours, de projets. L'Évaluation externe indépendante (voir page 45) a approuvé le principe des notes d'apprentissage et reconnu l'utilité de la démarche de la Division consultative technique, qui a constaté la nécessité d'améliorer la qualité de la conception et a agi en conséquence. Les notes seront périodiquement mises à jour pour tenir compte des nouvelles données d'expérience. Des notes sur les besoins liés à l'exécution des projets accompagneront les notes axées sur le cycle des projets, depuis l'admission jusqu'à la préévaluation en passant par la formulation.

Fiches de conseils techniques

Les *fiches de conseils techniques* décrivent des technologies utiles aux pauvres et indiquent comment les appliquer en suivant des pratiques recommandées ou optimales. Sachant que les notes sont destinées aux responsables de la conception des projets et de la planification du développement, elles exposent des technologies susceptibles d'être aisément incluses dans la formulation des propositions de prêt, c'est-à-dire des technologies validées pouvant être contrôlées et transposées en un lieu donné. En 2004, les fiches de conseils techniques émanant de 13 programmes ont été finalisées, et 26 nouvelles fiches ont été rassemblées et examinées.

Groupes thématiques

La Division consultative technique du FIDA a été restructurée en 2004 pour lui permettre de mieux accompagner et façonner les transformations dans l'organisation et d'obtenir un impact plus important sur les politiques, les programmes et les projets. Trois groupes thématiques ont été créés, qui correspondent aux trois objectifs du Cadre stratégique du FIDA.

- Le groupe sur les actifs humains et sociaux rassemble des conseillers techniques et des spécialistes dans les domaines de l'analyse de la pauvreté et de l'approche des moyens d'existence durables, du ciblage, de la problématique hommes-femmes, de la nutrition et de la santé publique, de l'évaluation de l'impact, du développement communautaire, des politiques et des institutions, de la vulgarisation et de la recherche agricoles selon des modalités participatives.
- Le groupe sur les actifs financiers, la commercialisation et les entreprises réunit des spécialistes des thématiques liées au financement rural, à la commercialisation, à l'analyse financière et économique, et du personnel chargé de la coordination des dons et de l'administration du budget.
- Le groupe sur les actifs productifs et les technologies rassemble des spécialistes de la production agricole et animale, de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles, et de la maîtrise de l'eau et des infrastructures rurales.

En 2004, les membres du groupe sur les actifs humains et sociaux ont participé à des initiatives de gestion des connaissances consistant à documenter et à diffuser les enseignements tirés de l'expérience du FIDA sur le terrain:

- sites web sur la problématique hommes-femmes: création de la banque électronique de connaissances sur la problématique hommes-femmes en vue de la saisie, de la collecte et de l'échange de documents présentant un intérêt en provenance des programmes régionaux sur la problématique hommes-femmes et des départements du FIDA;
- nutrition et approche des moyens d'existence durables: mise à jour du site web sur la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages; création d'un forum sur l'approche des moyens d'existence durables et poursuite des formations à ladite approche;

- nouvelle activité thématique sur les fonds de développement communautaire, le ciblage et la participation: conclusion de l'étude sur dossier consacrée à *l'expérience du FIDA dans le domaine des fonds de développement: premiers enseignements*; rédaction du manuel sur les *processus participatifs au service de l'impact*.

Dans le domaine de la gestion des connaissances et de l'apprentissage, les membres du groupe sur les actifs financiers ont mené les activités suivantes en 2004:

- mise au point de l'initiative FIDA/MIX dans le cadre de l'Initiative pour promouvoir et internaliser l'innovation (voir page 48): le MIX Market est une plate-forme Internet qui permet aux organismes de microfinancement de partager des informations sur leur profil institutionnel et des indicateurs clés sur les clients servis et les résultats financiers qui reflètent les pratiques optimales du secteur;
- finalisation d'une série de nouveaux outils normatifs pour le financement et les activités économiques en milieu rural;
- organisation au mois de novembre d'une conférence internationale à la Bourse de Milan sur le rôle des banques dans le microfinancement en vue du lancement de l'année internationale du microcrédit;
- examen de pratiques récentes dans les domaines de la promotion des entreprises rurales et de l'accès aux marchés;
- finalisation d'un projet de note d'apprentissage sur *l'accès aux marchés et les filières de produits*, et préparation d'une note sur *l'analyse financière et économique*.

Au titre de ses activités d'apprentissage et de diffusion, le groupe sur les actifs financiers a terminé en 2004 la rédaction de quatre documents techniques sur des aspects fondamentaux du financement rural, qui seront inclus en annexe des Outils de décision du FIDA en matière de financement rural:

- un guide technique sur la *gouvernance des institutions de microfinancement et de financement rural*;
- un rapport sur la *mesure de l'impact du financement rural*;
- une série d'études de cas sur le financement agricole, qui ont été finalisées avec le Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres (GCAP) dans le cadre du don d'assistance technique FIDA/GCAP;
- un exposé de principe sur les envois de fonds.

Les membres du groupe sur les actifs productifs ont participé à la phase préparatoire de l'Initiative du FIDA pour promouvoir et internaliser l'innovation en réalisant deux études: *Application élargie de pratiques innovantes concernant le petit élevage* et *Lier la gouvernance de la terre et la gouvernance de l'eau*. Ils ont également contribué à la mise à jour de la base de connaissances sur l'élevage et les parcours, et pris part à un atelier au Maroc sur de possibles méthodes de diffusion des enseignements que livrent les projets du FIDA en rapport avec la gestion de l'élevage et des parcours.

La base de connaissances sur l'élevage et les parcours est une plate-forme électronique qui permet l'apprentissage et l'échange de données d'expérience tirées des projets d'investissement dans l'élevage et les parcours (www.ifad.org/lrkm). Plusieurs études de cas ont été actualisées pendant l'année et de nouveaux documents ont été mis en ligne. En outre, la base a été complétée par des études de cas provenant de FIDAMERICA et du Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes, afin d'accroître la connectivité et l'interactivité avec les réseaux du FIDA et d'autres organisations internationales.

Un événement marquant de l'année a été la parution du livre *Les services zootechniques et les pauvres: une initiative mondiale – collecte, coordination et partage de données d'expérience*. La publication est intervenue en 2004 dans le cadre de la commémoration du vingt-cinquième anniversaire du FIDA. L'ouvrage présente les travaux de l'Initiative mondiale – les services zootechniques et les pauvres, qui associe le FIDA, l'Agence danoise de développement international (DANIDA), la Banque mondiale, le Service danois de consultation agricole (DAAS), l'Université de Reading (Royaume-Uni) et des institutions nationales du Bangladesh, de Bolivie, du Danemark, d'Inde et du Kenya.

L'étude évalue les possibilités qu'offre l'accroissement rapide de la demande de produits de l'élevage dans les pays en développement, pour les éleveurs pauvres et dans la perspective de réduire la pauvreté grâce à la croissance économique. Les informations et l'analyse contenues dans la publication se fondent sur la documentation existante et sur des études de cas au Bangladesh, en Bolivie, au Danemark, dans l'État de l'Orissa (Inde) et au Kenya.

Les membres du groupe ont également pris part à des activités d'apprentissage et de partage de connaissances en rapport avec le FEM, notamment à la préparation d'un bulletin d'information sur le partenariat FIDA-FEM. Ils ont par ailleurs participé au projet de taille moyenne du FEM sur l'appui mondial à la préparation et à la mise en œuvre de programmes et projets de lutte contre la dégradation des sols. Les membres du groupe et certains chargés de programme de pays ont contribué à l'établissement du manuel de formation à la gestion durable des sols et ont préparé des études de cas sur des projets menés en Inde, au Maroc et au Népal. Les membres du groupe ont participé à quatre réunions du groupe spécial interorganisations du FEM sur la dégradation des sols et à son groupe de travail sur les indicateurs d'épuisement des sols.

La Division consultative technique joue un rôle important dans la formulation des politiques opérationnelles, en collaboration avec les groupes. Elle a de ce fait contribué aussi en 2004 au Forum des politiques du FIDA (voir page 60), et au dialogue sur les politiques et les rôles de plaidoyer de l'organisation.

Séminaires sur les politiques

Des séminaires sur les politiques ont été organisés en 2004 à l'intention du personnel du FIDA afin d'aborder des questions d'actualité, telles que:

- La société civile et les mutations du multilatéralisme, par John Clark, Directeur de projet du Panel de personnalités éminentes, un groupe chargé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'étudier les relations entre l'ONU et la société civile, auteur de *Worlds apart: civil society and the battle for ethical globalization*. Le séminaire a donné un aperçu des principales propositions du rapport, qui indique au Secrétaire général de l'ONU et aux États membres du FIDA pourquoi et comment l'ONU doit resserrer ses liens avec la société civile pour atteindre les OMD.
- Les externalités transfrontières, les biens publics mondiaux et leurs implications pour les organismes d'aide, par Ravi Kanbur, Professeur de relations internationales (chaire T.H. Lee) et d'économie à l'université de Cornell (États-Unis). M. Kanbur a également animé un séminaire intitulé Réformer la formule d'affectation de l'aide de l'Association internationale de développement (IDA): une simple proposition.

Activités d'évaluation menées par le FIDA en 2004

Vue d'ensemble du deuxième rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA

En 2004, le Bureau de l'évaluation a préparé le deuxième rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA, en se fondant sur les opérations évaluées en 2003. Le rapport a été présenté au Comité de l'évaluation et au Conseil d'administration au mois de septembre. Il contient les observations suivantes:

- la performance des projets évalués a été jugée substantielle dans 80% des cas;
- la performance des partenaires a été jugée substantielle dans 70% des projets évalués;
- l'impact sur la pauvreté rurale a été jugé substantiel dans 50% des projets évalués.

Le rapport contient un certain nombre de conclusions intéressantes: les projets obtiennent de bons résultats dans les domaines de la formation du capital social et de l'autonomisation des populations; en revanche, l'impact est moyen s'agissant de la prestation de services financiers pour les populations pauvres, et modeste s'agissant des politiques. La pérennité des projets et le bon fonctionnement des systèmes de suivi et évaluation ne sont toujours pas assurés. Ces constatations appellent des mesures: le FIDA devrait notamment énoncer plus clairement ses objectifs en matière de pauvreté, de façon à intervenir plus activement au-delà de ses projets en tant que partenaire stratégique à l'échelon national, en particulier dans la concertation sur les politiques et le plaidoyer.

Activités du Bureau de l'évaluation

En 2004, le Bureau de l'évaluation a exécuté son premier programme de travail et budget établi dans le cadre de la nouvelle Politique du FIDA en matière d'évaluation, mise en place par le Conseil d'administration en avril 2003. Ladite politique a modifié les modalités de compte rendu du Bureau de l'évaluation de sorte qu'il fait désormais directement rapport au Conseil d'administration.

Le Bureau de l'évaluation a été également chargé de superviser l'Évaluation externe indépendante (EEI) du FIDA (voir page 45). Pour cela, le Bureau a procédé à l'étude sur dossier de 42 projets, à des études sur le terrain dans dix pays sélectionnés de manière aléatoire, et à un examen des ressources humaines, de la gouvernance et de questions institutionnelles au FIDA.

En outre, le Bureau de l'évaluation a mené les activités suivantes:

- évaluation à l'échelle de l'organisation du programme pilote de supervision directe, qui confie au FIDA la supervision de 15 projets de façon à apprendre par la pratique ce que recouvre l'exécution d'un projet;
- évaluation de quatre programmes de pays: Bénin, Bolivie, Égypte et Indonésie;
- trois évaluations thématiques: l'agriculture biologique en Asie; la décentralisation en Afrique orientale et australe; la commercialisation et la compétitivité en Afrique de l'Ouest et du Centre;
- 15 évaluations de projets: quatre en Asie et dans le Pacifique; neuf (trois par région) en Afrique orientale et australe, au Proche-Orient et en Afrique du Nord, et en Afrique de l'Ouest et du Centre; deux en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Le Bureau de l'évaluation a appliqué une nouvelle méthodologie à toutes les évaluations de programmes de pays réalisées pendant l'année. Il a également perfectionné le cadre méthodologique pour l'évaluation des projets: les principales questions posées aux fins de l'évaluation ont été peaufinées et simplifiées, et l'application de la méthodologie sur le terrain a été mieux définie.

En 2004, suivant les dispositions de la Politique du FIDA en matière d'évaluation, le Bureau a examiné le premier Rapport de situation du Président sur l'adoption et les suites données aux recommandations issues de l'évaluation et formulé ses observations. Ledit Rapport est présenté annuellement au Conseil d'administration par le Président. Il est demandé au Bureau de l'évaluation de fournir un avis indépendant, et de dresser la liste des recommandations qui n'ont pas été suivies d'effet, les utilisateurs les ayant jugées irréalisables.

Programme de travail et budget du Bureau de l'évaluation pour 2005

Le programme de travail et budget du Bureau de l'évaluation pour 2005 a été préparé et débattu avec le Comité de l'évaluation du Conseil d'administration en septembre et en octobre, et avec le Conseil d'administration en septembre et en décembre. À la demande du Conseil d'administration, le budget du Bureau de l'évaluation a été discuté par le Comité d'audit en novembre en même temps que le budget général du FIDA.

Les quatre principales priorités pour 2005 sont les suivantes:

- poursuivre la supervision de l'Évaluation externe indépendante du FIDA;
- réaliser des évaluations sélectives à l'échelle de toute l'organisation, de stratégies régionales, de programmes de pays, de thématiques et de projets;
- réaliser les évaluations spécifiques prévues dans la Politique du FIDA en matière d'évaluation en vue de leur présentation au Conseil d'administration et au Comité de l'évaluation;
- perfectionner la méthodologie et assurer la diffusion des résultats des évaluations.

Activités du Comité de l'évaluation en 2004

Le Bureau de l'évaluation a organisé cinq sessions du Comité de l'évaluation en 2004. Le mandat et le règlement intérieur du Comité de l'évaluation ont été révisés puis approuvés dans leur nouvelle version par le Conseil d'administration en décembre. En mars, des membres du Comité et d'autres membres du Conseil d'administration se sont rendus en Indonésie pour participer à une table ronde nationale marquant la fin de l'évaluation du programme de pays. Les membres du Comité ont saisi l'occasion pour visiter les sites de projets bénéficiant d'un appui du FIDA.

Pendant l'année, les délibérations du Comité de l'évaluation ont porté notamment sur:

- la proposition de programme de travail et budget du Bureau de l'évaluation pour 2005;
- le deuxième rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA;
- le premier Rapport de situation du Président sur l'adoption et les suites données aux recommandations de l'évaluation, assorti des observations du Bureau de l'évaluation;
- l'évaluation du programme de pays pour l'Indonésie;
- l'évaluation intérimaire du Projet d'aménagement des oueds des basses terres de l'Est de l'Érythrée.

Le Président du Comité a préparé et présenté quatre rapports écrits au Conseil d'administration afin de récapituler les délibérations du Comité, de mettre en relief les questions de première importance, et de formuler des recommandations en vue de leur approbation par le Conseil.

Évaluation externe indépendante

La supervision de l'Évaluation externe indépendante (EEI) a été au premier plan des activités du Bureau de l'évaluation en 2004. L'EEI est un processus important, qui aura une incidence directe sur les activités relatives à la septième reconstitution des ressources en 2005.

L'essentiel de l'EEI a été réalisé en 2004. Le processus d'évaluation, qui doit être conclu en 2005, respecte le calendrier prévu et se déroule conformément au mandat entériné par le Comité de pilotage et aux dispositions contenues dans le rapport initial de l'EEI. À ce jour, le prestataire ITAD Ltd. a communiqué tous les résultats demandés dans les délais, en particulier:

- le rapport initial;
- l'étude sur dossier;
- le rapport de synthèse des études sur le terrain menées dans les dix pays retenus, assorti des documents de travail pour chacun des dix pays visités;
- des rapports séparés sur l'examen des ressources humaines du FIDA, de la gouvernance et des dispositifs institutionnels;
- le premier projet de rapport de l'EEI.

Le Bureau de l'évaluation a organisé trois réunions du Comité de pilotage de l'EEI en janvier, octobre et décembre 2004 afin de débattre du rapport initial, du rapport de synthèse sur les études sur le terrain, des rapports sur l'examen des ressources humaines, de la gouvernance et des dispositifs institutionnels, et du projet de rapport final sur les conclusions.

Conformément aux instructions qu'il a reçues du Conseil d'administration, le Bureau de l'évaluation présente par écrit un rapport sur l'état d'avancement de l'EEI à toutes les sessions du Conseil d'administration depuis septembre 2003. Le projet de rapport final sera débattu avec le Conseil d'administration en avril 2005.



INITIATIVES PRINCIPALES DU FIDA EN 2004



Handwritten notes in a notebook, including a list of names and numbers:

No	Nama	No	Nama
1	...	1	...
2	...	2	...
3	...	3	...
4	...	4	...
5	...	5	...
6	...	6	...
7	...	7	...
8	...	8	...
9	...	9	...
10	...	10	...
11	...	11	...
12	...	12	...
13	...	13	...
14	...	14	...
15	...	15	...
16	...	16	...
17	...	17	...
18	...	18	...
19	...	19	...
20	...	20	...
21	...	21	...
22	...	22	...
23	...	23	...
24	...	24	...
25	...	25	...
26	...	26	...
27	...	27	...
28	...	28	...
29	...	29	...
30	...	30	...

59

Initiative pour promouvoir et internaliser l'innovation

Pour atteindre les OMD, il faudra trouver des solutions nouvelles et plus efficaces aux problèmes – nouveaux ou non: il n'y a pas de modèle unique pour transformer le monde rural et faire reculer la pauvreté. Le FIDA, seule institution qui se consacre exclusivement à la lutte contre la pauvreté rurale au niveau mondial, est une source de nouvelles approches dans ce domaine. C'est la raison pour laquelle le FIDA s'est engagé dans une initiative d'une durée de trois ans qui vise à développer ses capacités d'innovation, d'apprentissage et d'influence – l'Initiative pour promouvoir et internaliser l'innovation.

À travers cette initiative, le FIDA s'emploie à renforcer sa capacité d'expérimentation et de promotion d'innovations susceptibles d'avoir un impact positif sur la vie des ruraux pauvres. Elle a été conçue comme une opération en deux temps comprenant une phase préparatoire et une phase principale. La phase préparatoire a été financée en 2004 par la contribution complémentaire du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (voir page 54, note 4) à la sixième reconstitution des ressources du FIDA.

Cette phase préparatoire, qui s'est déroulée de novembre 2003 à septembre 2004, s'est conclue par le parachèvement du cadre opérationnel de la phase principale de l'Initiative et de huit petits projets. Ceux-ci avaient été choisis dans un groupe de 19 projets en fonction du degré d'innovation implicite de chaque proposition et de l'impact potentiel de l'innovation.

Il s'agissait des projets suivants:

- approches innovantes du ciblage dans des projets répondant à une demande;
- application élargie de pratiques innovantes concernant le petit élevage;
- initiative pilote relative à l'échange d'informations sur la microfinance;
- lier la gouvernance de la terre et la gouvernance de l'eau;
- le portail pauvreté rurale;
- partenariat pour l'accès aux marchés et leur développement;
- développement du secteur privé et partenariats avec le secteur privé;
- analyse institutionnelle: guide et modules de formation.

Les projets ont été exécutés par le personnel du FIDA. Au bout de six mois, il a été établi pour chaque projet un rapport de synthèse et un ou plusieurs des éléments suivants: études de cas, projets pilotes, inventaires et outils de conception ou d'exécution. Plusieurs des équipes de projet ont également participé à des ateliers interinstitutions ou des conférences internationales.

À partir des enseignements tirés des projets menés durant la phase préparatoire, il s'est avéré nécessaire:

- de combler le hiatus entre conception et mise en œuvre;
- de constituer de nouveaux partenariats;
- d'évaluer les risques de l'innovation;
- de prendre conscience de la valeur des savoirs et concepts traditionnels comme tremplins de l'innovation;
- de reconnaître l'importance de la concertation de fond pour instaurer des conditions favorables à un changement durable.

Ces enseignements ont été pris en compte pour la formulation du cadre opérationnel de la phase principale de l'initiative.

Le cadre opérationnel, qui ouvre la voie à la phase principale, indique comment le FIDA va utiliser les ressources disponibles pour renforcer sa capacité d'innovation. Il a été soumis en décembre 2004 au Conseil d'administration, qui a approuvé le démarrage de la phase principale.

Présence sur le terrain: renforcement de la présence du FIDA dans les pays qu'il sert

À la différence de la plupart des autres organismes de développement et des institutions financières internationales, le FIDA n'a pas de représentation officielle dans les pays membres emprunteurs. Les liens entre ces pays et le siège sont maintenus grâce aux missions effectuées par le personnel et les consultants du FIDA, aux institutions coopérantes et, ces dernières années, à différentes initiatives qui tenaient lieu de présence sur le terrain. En 2003, le Conseil d'administration a autorisé le FIDA à mener un programme pilote d'une durée de trois ans relatif à la présence du FIDA sur le terrain comportant 15 initiatives et un budget approuvé de 3 millions de USD.

Le programme pilote a été mis sur pied pour aider le FIDA à concrétiser sa vision d'avenir et réaliser les objectifs fixés dans son cadre stratégique en renforçant et en intégrant quatre dimensions de ses activités: exécution des projets, concertation sur les politiques, établissement de partenariats et gestion des savoirs. Dans la conception du programme, la souplesse a été privilégiée pour que toute une série d'arrangements soient possibles.

Des initiatives relatives à la présence du FIDA sur le terrain ont été approuvées pour les pays ou les groupes de pays suivants: Congo, Nigéria, Sénégal, Éthiopie, Malawi/République-Unie de Tanzanie, Ouganda, Chine/Mongolie/République populaire démocratique de Corée, Inde, Viet Nam, Bolivie, Haïti, Honduras/Nicaragua, Égypte, Soudan et Yémen.

Système d'allocation fondé sur la performance

En 2004, le FIDA a poursuivi ses travaux sur le SAFP, qui devait être pleinement opérationnel en 2005. Ce système a été mis au point en 2003 pour mettre le FIDA mieux à même de moduler les allocations de ressources et la concertation de fond en fonction de la gravité du problème de la pauvreté dans un pays donné ainsi que de la performance des politiques et des institutions, en particulier dans le secteur rural.

Avec le SAFP, le FIDA pourra appliquer, comme les autres institutions financières internationales, des procédures types impartiales pour évaluer la situation dans les pays bénéficiaires et la possibilité de créer les conditions requises pour réduire durablement la pauvreté.

Le SAFP prévoit que les allocations de ressources annuelles s'inscriront dans des cycles de trois ans, le premier cycle d'allocation portant sur la période 2005-2007. C'est pourquoi, en 2004, une évaluation a été faite dans les pays afin de déterminer les allocations pour les trois années suivantes.

Pendant l'année, diverses activités ont été menées à bien:

- Mise au point d'une méthodologie pour évaluer la performance des pays, assortie de directives et de fiches de notation, et formation du personnel à son application;
- Évaluations de la performance des pays par des équipes de pays du FIDA;
- Analyse des évaluations à divers niveaux de l'organisation.
- Consultations avec les pays sur les questions soulevées dans les évaluations;
- Présentation des résultats définitifs du cycle d'évaluations pour 2004 et des allocations de pays en découlant au Conseil d'administration à sa session de décembre 2004.

La liste des 137 pays admis à recevoir une aide servira de cadre pour l'établissement d'un programme de prêt. Une allocation par pays n'est pas un dû; la transformation d'une allocation en un engagement effectif continuera à dépendre de la valeur ajoutée stratégique de l'action du FIDA dans chaque pays et de l'existence de possibilités satisfaisantes d'investissement. Les décisions en matière de prêt devront respecter les règles et règlements financiers du FIDA.

Système de mesure des résultats et de l'impact

En décembre 2003, le Conseil d'administration a approuvé un cadre détaillé pour le système de mesure des résultats et de l'impact. En 2004, le FIDA a présenté ce système aux partenaires dans les pays et a piloté le choix d'indicateurs pour les projets en cours. Les premiers rapports sur les résultats ne rendront compte que des résultats de premier niveau (progrès matériels) pour les projets n'étant pas encore arrivés à mi-parcours. Pour rendre compte des résultats, on s'appuiera en grande partie sur les systèmes actuels de suivi et évaluation. Les premières informations fondées sur des données obtenues à partir des indicateurs du système de mesure des résultats et de l'impact seront soumises au Conseil d'administration en avril 2005 dans le Rapport sur la performance du portefeuille d'activités. Ce rapport devrait donner un aperçu d'ensemble des résultats annuels obtenus par grande catégorie de projets ou type principal d'intervention. Par la suite, les rapports annuels porteront sur un plus grand nombre de projets de même que sur la fonctionnalité, le changement de comportement et l'impact.

L'équipe interdépartements créée au début de 2004 pour coordonner l'exécution des activités s'est réunie régulièrement tout au long de l'année. Pendant cette première phase expérimentale, l'équipe devrait tirer des enseignements précieux qui permettront d'améliorer les aspects opérationnels du système. En plus de la préparation de directives opérationnelles à l'usage du personnel, elle a parachevé la mise au point d'une enquête type pour l'évaluation de référence des indicateurs essentiels de l'impact, comme la malnutrition chez l'enfant, et d'un indicateur des biens des ménages qui permet de mesurer les changements au niveau de la pauvreté/richeesse. L'enquête a été expérimentée sur le terrain en 2004 et d'autres activités pilotes sont prévues en 2005.

Programme de transformation stratégique

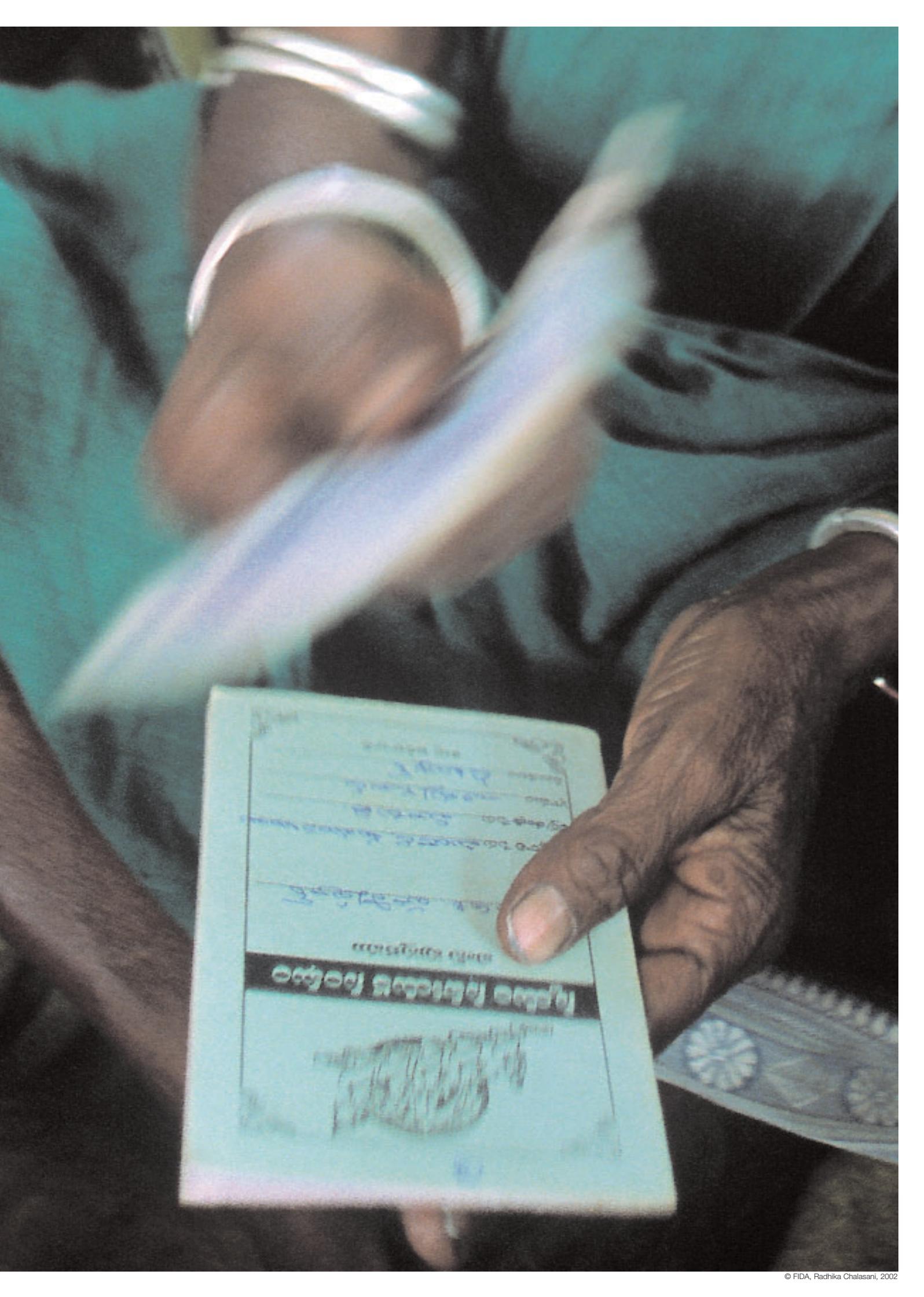
En 2004, le FIDA a poursuivi les travaux sur son Programme de transformation stratégique afin de rationaliser les processus administratifs en s'aidant d'un logiciel commercial intégré. En particulier:

- de nouveaux systèmes ont été mis en place pour la gestion des budgets, des actifs et de la trésorerie, et des améliorations ont été apportées aux processus opérationnels connexes;
- les nouveaux systèmes applicables aux ressources humaines et aux états de paie ont été stabilisés, et l'on a pris en compte la rétroactivité de deux années dans le module états de paie pour préparer l'entrée en vigueur des systèmes en 2005;
- des méthodes de contrôle des engagements et de renforcement des systèmes ont été appliquées, et le personnel a reçu une formation pour que toutes les divisions du FIDA puissent enregistrer et approuver les engagements en regard de leur propre budget à compter de janvier 2005.

La phase actuelle du programme devait s'achever au début de 2005.

MOBILISATION DE RESSOURCES EN 2004

Livret d'épargne et dépôt mensuel
en main à une réunion d'une
coopérative féminine de crédit au
village de Powerguda (Inde)



Quand le FIDA a été créé, il a reçu de ses États membres des contributions initiales qui devaient lui permettre de prêter aux pays membres à faible revenu à des conditions de faveur. Tous les trois ans, les États membres reconstituent à titre volontaire les ressources du FIDA après concertation de leurs représentants et consultation de la direction du FIDA. De plus, certains pays donateurs apportent des fonds supplémentaires, comme cela est expliqué plus loin.

Contributions aux reconstitutions des ressources du FIDA

Le 1^{er} janvier 2004, le FIDA a abordé la période triennale de la sixième reconstitution de ses ressources. À la fin de l'année, des annonces de contributions d'un montant équivalant à 505,7 millions de USD⁴ avaient été reçues, soit 90,3% de l'objectif, fixé à 560 millions de USD. Au 31 décembre, un montant total de 440,4 millions de USD, soit 87,1% des annonces de contributions, avait été reçu sous forme de versements ou d'instruments de contribution. Des détails sur les contributions à la sixième reconstitution des ressources du FIDA figurent dans les états financiers consolidés aux appendices E et E1⁵.

En 2004, le FIDA a entamé les préparatifs de la septième reconstitution de ses ressources. Les consultations devaient débuter en 2005, après la session du Conseil des gouverneurs. La septième reconstitution pour laquelle des ressources sont mobilisées porte sur la période 2007-2009. La nouvelle approche suivie privilégie l'intensification des efforts pour atteindre les OMD, notamment la réduction de moitié d'ici à 2015 du nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté. Étant donné que les plus déshérités vivent pour la plupart en milieu rural, l'action du FIDA est importante pour la réalisation de la totalité des OMD.

Au cours de l'année, le FIDA a renforcé ses Divisions politiques et mobilisation de ressources pour approfondir le dialogue avec les pays sur les questions liées aux grandes orientations et pour mettre en place une structure solide sur laquelle s'appuiera l'approche stratégique de la septième reconstitution. Le démarrage du processus de consultation coïncidera avec le sommet organisé en septembre 2005 par l'Organisation des Nations Unies pour faire le point des progrès accomplis en vue de la réalisation des OMD.

Financement de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés

L'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (l'Initiative PPTE) a pour but d'alléger la dette extérieure des pays les plus pauvres très lourdement endettés. Lorsqu'elle a été approuvée par les gouvernements du monde entier en 1996 sur proposition des États membres, l'Initiative PPTE représentait un important pas en avant sur la voie de la prise en compte de l'allègement de la dette dans le cadre global de la réduction de la pauvreté. Administrée par la Banque mondiale, l'Initiative a pour objectif principal de ramener l'endettement des pays concernés à un niveau soutenable pour que le poids de leur endettement et du service de leur dette ne mette pas en péril les efforts qu'ils déploient en matière d'ajustement et de réforme.

Le FIDA participe à l'Initiative PPTE renforcée et accorde promptement un allègement de dette à tous les pays parvenus au point d'achèvement – c'est-à-dire qui ont obtenu des résultats satisfaisants dans l'application de leurs politiques – et aux pays qui sortent d'un conflit et sont redevables d'arriérés (Guinée-Bissau, République démocratique du Congo et Sierra Leone).

4/ Ce total comprend les annonces de contributions complémentaires, c'est-à-dire les contributions qui viennent s'ajouter aux ressources ordinaires du FIDA; elles ne sont pas assorties du droit de vote, mais sont comprises dans le calcul du niveau global de reconstitution.

5/ Dans le présent chapitre, les contributions versées dans des monnaies autres que l'USD sont converties aux taux de change fixés pour la sixième reconstitution. Dans les états financiers, les contributions des États membres versées dans d'autres monnaies sont converties en USD au taux de change du marché à la date de réception des versements (voir la note 2c relative aux états financiers).

À l'heure actuelle, le coût net total de la participation du FIDA à l'intégralité de l'Initiative est estimé à 234,3 millions de DTS (soit 344 millions de USD), ce qui correspond approximativement à un coût nominal de 352,5 millions de DTS (soit 517,5 millions de USD).

Le FIDA finance sa participation à l'Initiative par ses propres ressources et par des contributions extérieures. Si les allègements de dette ne sont pas compensés par des ressources propres et des contributions extérieures supplémentaires, ils diminueront les ressources disponibles pour de nouveaux engagements au titre du programme de prêts.

La Banque mondiale a créé le Fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE afin d'aider un certain nombre d'institutions de financement du développement à en financer le coût. Même si plusieurs donateurs du FIDA ont acheminé leurs ressources par le biais du Fonds fiduciaire, le principe visant à donner au FIDA accès au Fonds n'est pas encore établi. Jusqu'ici, seule une partie de l'ensemble des coûts qu'entraîne l'Initiative pour le FIDA est financée à travers le Fonds fiduciaire par des fonds à objet désigné destinés au FIDA par les donateurs.

Près de 40% du programme de prêts du FIDA concerne l'Afrique subsaharienne, où se trouvent la majorité des pays visés par l'Initiative, ce qui signifie que le FIDA est particulièrement exposé aux répercussions financières de ladite Initiative.

Il existe pour le FIDA deux grandes filières pour mobiliser des ressources aux fins de l'allègement de la dette dans le cadre de l'Initiative:

- Obtenir des ressources supplémentaires soit directement pour son propre Fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE (l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas ont versé des fonds à ce titre), soit par l'intermédiaire du Fonds fiduciaire de la Banque mondiale pour l'Initiative (l'Allemagne, la Belgique, la Commission européenne, l'Islande, la Norvège, la Suède et la Suisse ont contribué à ce fonds).
- Solliciter l'appui de donateurs pour avoir accès aux ressources de base du Fonds fiduciaire de la Banque mondiale pour l'Initiative.

Le FIDA a reçu en 2004 les contributions ci-après au titre de l'allègement de la dette des pays pauvres très endettés:

- | | |
|-------------------------|----------------|
| • Commission européenne | 10 512 498 USD |
| • Finlande | 2 536 640 USD |
| • Islande | 250 000 USD |
| • Pays-Bas | 1 443 662 USD |
| • Suisse | 3 275 500 USD |
| • Suède | 5 000 000 USD |

Fonds supplémentaires

Les fonds supplémentaires sont des ressources extrabudgétaires apportées par des États membres pour des programmes ou activités spécifiques. Ils sont gérés dans le cadre d'accords de partenariats bilatéraux avec les pays donateurs. Les fonds supplémentaires dont il est question ici ont été fournis pour financer des initiatives programmatiques, des activités d'assistance technique ainsi que l'EEI (voir page 45). En sont exclus les ressources pour des cofinancements, les ressources afférentes aux cadres associés, les fonds supplémentaires versés pour des projets ou des programmes ayant un objet particulier, ainsi que les fonds administrés par le FIDA pour le compte d'autres organisations partenaires qu'il accueille, comme le Fonds belge de survie, le Mécanisme mondial ou la Coalition internationale pour l'accès à la terre.

En 2004, le FIDA a reçu environ 6 millions de USD de nouvelles ressources supplémentaires des pays suivants: Allemagne, Finlande, France, Italie, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni et Suisse. Le principal contributeur a été l'Italie, qui a versé un montant de 2,5 millions de EUR (3,06 millions de USD), suivie par les Pays-Bas avec 453 780 EUR (549 868 USD).

Les fonds supplémentaires apportés par l'Italie ont servi à financer des études sectorielles et thématiques, des dons administrés par le FIDA et des activités d'assistance technique. Les principaux domaines de collaboration ont été les suivants:

- intégration dans les activités de la problématique hommes-femmes et sensibilisation à la question;
- renforcement des capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations;
- prévention des conflits et assistance au sortir d'un conflit;
- développement de la microfinance et des entreprises rurales;
- protection de l'environnement;
- concertation sur les politiques en faveur des pauvres, par exemple NEPAD et DSRP.

La contribution des Pays-Bas a servi à mettre au point un plan d'engagement à moyen terme visant à appuyer les stratégies de réduction de la pauvreté, et à financer des activités relatives à l'évaluation d'impact, des études d'évaluation des politiques sectorielles et infrasectorielles ainsi qu'un appui à l'intégration de la problématique hommes-femmes dans les projets et programmes du FIDA.

L'Allemagne a apporté 391 313 EUR (469 576 USD) au titre de la troisième tranche du financement du programme d'intégration de la promotion des femmes en Europe centrale et orientale: une approche communautaire.

La Finlande a fourni un montant de 350 000 EUR (422 450 USD) dans le cadre d'un accord de partenariat qui a été prolongé de deux ans. Les fonds ont servi à financer la formulation d'une stratégie du FIDA pour la région Asie et Pacifique, la mise au point d'une approche du FIDA pour le développement du secteur privé ainsi que la constitution de partenariats avec l'Instance permanente des populations autochtones (ONU), ainsi qu'avec ses réseaux.

En juin 2004, un protocole d'accord a été signé entre le Royaume-Uni (Département du développement international) le Rwanda et le FIDA concernant un don de 200 000 GBP (364 835 USD) destiné à financer des activités d'assistance technique à l'appui de la politique agricole du Rwanda.

La France a versé une première tranche de 280 000 EUR (342 922 USD) pour un projet de développement agricole dans la région sahélienne en Afrique, qui sera administré par le FIDA. Le projet mettra l'accent sur le renforcement des politiques nationales de développement rural, et en particulier sur la préparation, la mise en œuvre et le suivi des DSRP, les politiques d'intégration régionale et le NEPAD.

Le Portugal a apporté 75 750 USD au titre d'un premier versement destiné à financer la rémunération d'un responsable de projet de pays de nationalité portugaise au sein de la Division Afrique orientale et australe.

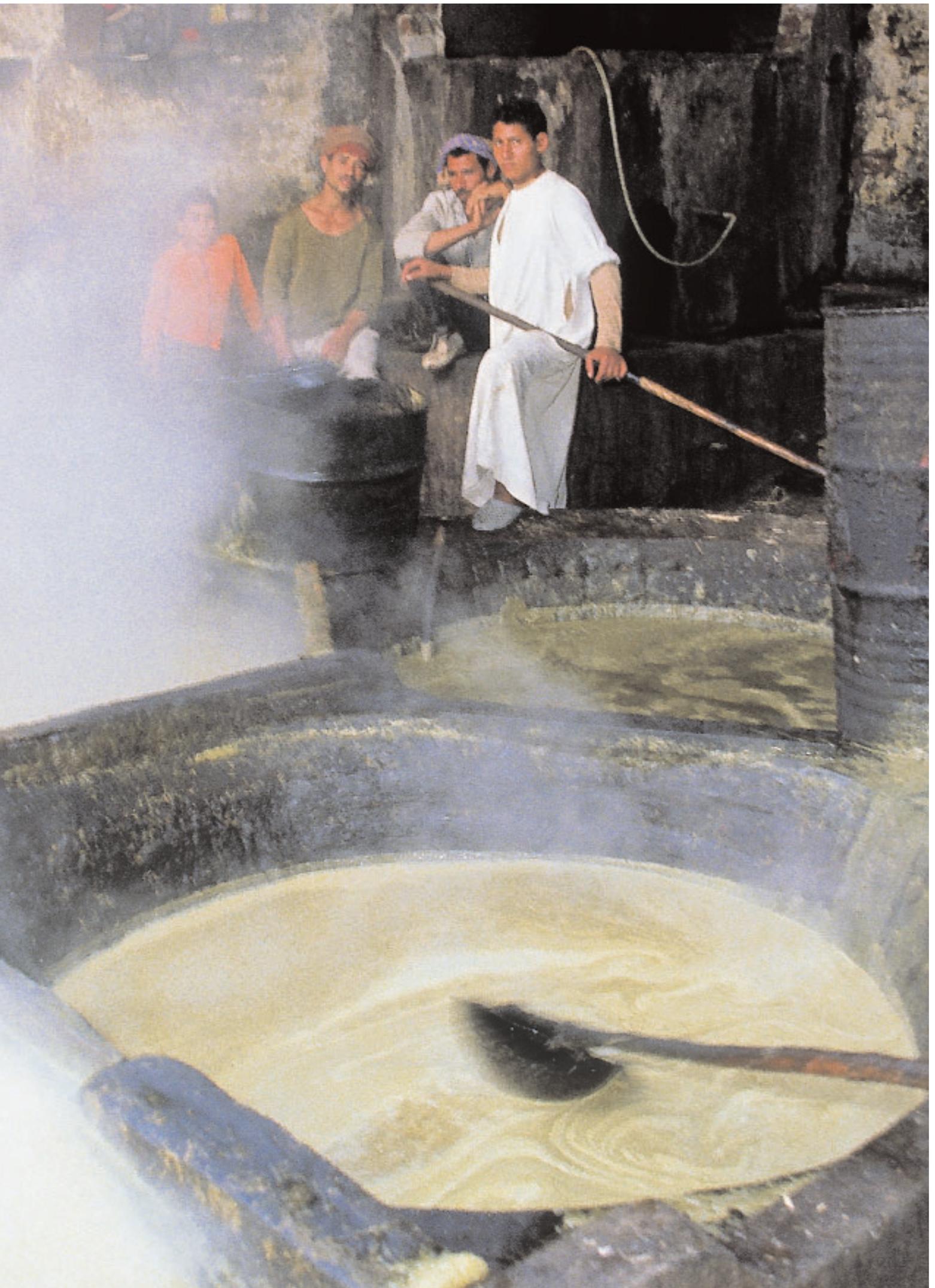
La Suisse a fourni 1 000 000 de CHF (847 386 USD) au titre du premier versement prévu par le nouvel accord administratif passé entre la Direction du développement et de la coopération suisses et le FIDA pour la deuxième phase du partenariat relatif au renforcement de l'efficacité du développement par l'évaluation, ainsi qu'un versement final de 2 500 USD dû au titre de l'organisation de la réunion annuelle pour 2003 du Partenariat mondial pour les savoirs, organisée à Rome sous les auspices du FIDA.

Le tableau ci-dessous rend compte des fonds supplémentaires et des contributions à l'évaluation externe indépendante du FIDA (voir page 45) en 2004.

TABLEAU 2
Fonds supplémentaires et contributions au titre
de l'Évaluation externe indépendante reçus en 2004
(montants en USD)

Pays	Fonds supplémentaires	Contributions à l'EEI
Allemagne	469 576	
Canada		228 000
Finlande	422 450	
France	342 922	
Italie	3 060 125	
Pays-Bas	549 868	
Portugal	75 750	
Royaume-Uni	364 835	
Suède		100 000
Suisse	849 886	
TOTAL	6 135 412	328 000

FORMULATION DE POLITIQUES ET CONCERTATION



Formulation de politiques

Mise en place de la fonction d'élaboration de politiques au FIDA

En 2004, la nouvelle Division des politiques du FIDA a défini et précisé son rôle au sein de l'organisation, et le consensus s'est fait sur ses fonctions et ses effectifs: elle est maintenant constituée d'un petit groupe de base dont l'action est orientée vers des objectifs précis.

Les principales fonctions de la Division sont les suivantes:

- faciliter l'élaboration des politiques au FIDA;
- forger un consensus sur les questions liées aux grandes orientations;
- à partir des résultats de ces démarches, élaborer des instruments politiques à l'intention du FIDA qui s'articuleront sur l'action de concertation et sur sa participation à des manifestations internationales.

D'autre part, la Division tient le FIDA au courant des tendances et du débat au niveau mondial concernant le développement et elle coordonne les initiatives de l'organisation et sa contribution au débat dans ce domaine.

Forum des politiques

L'une des principales mesures prises par la Division en 2004 a été la création du Forum des politiques, qui a pour but de rassembler le personnel et la direction du FIDA pour des discussions informelles sur diverses questions d'actualité débattues par la communauté internationale. Le Forum est un organe central où sont examinées, formulées et avalisées les politiques du FIDA en matière de lutte contre la pauvreté rurale. Il contribue également à la gestion des savoirs, à la création d'une mémoire institutionnelle et au développement du personnel.

Le Forum des politiques est en général une étape d'un processus plus large, puisqu'il sert souvent de cellule de réflexion initiale pour d'importantes initiatives ou pour des questions de fond. Dans ce cas, un document d'orientations, ou une synthèse, peut être établi à partir des résultats de la discussion. Ce peut être aussi le point de départ d'un nouveau partenariat ou d'une nouvelle collaboration. C'est ce qui s'est passé pour le forum sur le partenariat avec les organisations paysannes, organisé en octobre 2004 avec la participation de représentants de huit groupements paysans du monde entier. Dans le sillage de cette réunion, on envisage maintenant l'organisation d'un forum des agriculteurs qui s'insérerait dans les activités du Conseil des gouverneurs du FIDA. D'autre part, un séminaire sur les organisations, politiques et marchés agricoles sera organisé avec un grand nombre de groupements paysans en marge de la vingt-huitième session du Conseil des gouverneurs.

En 2004, le Forum des politiques a tenu huit sessions sur les sujets suivants:

- les modalités de fonctionnement du Forum;
- l'Initiative pour promouvoir et internaliser l'innovation;
- la session du Conseil des gouverneurs de 2005;
- les aspects de fond de la septième reconstitution des ressources du FIDA;
- l'engagement du FIDA dans la concertation sur les politiques: de la parole aux actes;
- l'installation du système d'allocation fondé sur la performance: les voies de l'avenir;
- les perspectives de nouveaux partenariats avec les organisations paysannes;
- la présence du FIDA sur le terrain.

Politique de financement sous forme de dons

Conformément à la politique révisée du FIDA en matière de financement sous forme de dons, approuvée en décembre 2003, le programme de dons approuvé en 2004 (y compris le transfert au mécanisme de financement du développement des programmes, voir page 16, note 2) a représenté 10% du programme de travail du Fonds. Comme le prévoit la politique, les ressources sous forme de dons ont été allouées à raison de 50%-50% entre deux guichets qui s'excluent mutuellement: guichet pays spécifique et guichet régional ou mondial.

À la suite de l'approbation de la politique révisée de financement sous forme de dons, des directives et modes opératoires détaillés pour la mise en œuvre du programme de dons ont été formulés durant le premier semestre de 2004 et sont entrés en vigueur en juillet. Les modes opératoires et la structure du programme ont été établis compte tenu de la politique révisée ainsi que des nouveaux objectifs stratégiques et des nouvelles modalités d'allocation qui y sont proposés. Il s'agit notamment d'une série de règles plus cohérentes et plus rationnelles pour la gestion administrative et financière interne ainsi que pour les mécanismes internes d'examen et d'approbation. Du point de vue de la gestion, les dons ont fait l'objet d'un travail de ciblage, d'examen et d'approbation plus rigoureux, et les activités financées par des dons approuvés en 2004 ont été choisies dans le cadre d'une approche à la fois exhaustive, transparente et concurrentielle (voir aux pages 114-117 la liste des dons approuvés).

Document thématique sur le commerce et le développement rural

Le FIDA a rédigé un document thématique sur l'organisation et l'évolution des marchés qui a servi de base aux discussions de groupe lors de la session de 2004 du Conseil des gouverneurs. Le document soulignait que presque tous les ruraux pauvres sont tributaires des marchés pour se procurer les biens essentiels à leur développement humain, social et matériel. Le plus souvent, pour réduire leur pauvreté, il faut établir des liens plus étroits entre les petits producteurs pauvres et des marchés en mutation, ce qui nécessite des relations de type nouveau avec différentes institutions locales, officielles ou non, avec la société civile et avec les acteurs qui opèrent sur les marchés, y compris les moyennes et grandes entreprises privées.

Le document faisait valoir que, de plus en plus, la question des marchés et des pauvres doit être envisagée sous l'angle des conséquences de la mondialisation plutôt que d'une simple transformation du régime commercial. Les producteurs ruraux pauvres, les gouvernements et les donateurs devront trouver des réponses à certaines questions fondamentales, notamment:

- comment réduire la dépendance des petits agriculteurs à l'égard des exportations traditionnelles vers les marchés de pays développés;
- comment les aider à se diversifier vers des produits de plus haute valeur;
- comment participer au processus de valeur ajoutée – qu'il s'agisse d'améliorer la transformation des denrées, d'assurer le contrôle de la qualité ou de résoudre le problème posé par l'augmentation des droits;
- comment les aider à nouer des relations mutuellement bénéfiques avec les grandes entreprises du secteur privé;
- quel accent mettre sur les marchés des pays développés – par opposition aux marchés régionaux, nationaux et locaux des pays en développement.

Le document s'achevait sur le constat que, si des réponses satisfaisantes sont données à ces questions, beaucoup de ruraux pauvres pourront effectivement compter sur des moyens de subsistance plus sûrs et plus durables en ayant plus largement accès non seulement aux marchés internes mais aussi, de plus en plus, à un système commercial ouvert fondé sur le droit.

Concertation

Ces dernières années, le rôle du FIDA dans la concertation a progressivement évolué. Au départ, l'objectif était d'améliorer l'impact de ses projets et programmes. Aujourd'hui, il s'agit plus généralement d'induire les changements de politique nécessaires pour instaurer des conditions favorables à la réduction de la pauvreté rurale et au développement rural.

Sur le plan stratégique, le FIDA privilégie l'appui au niveau local, en particulier aux organisations de ruraux pauvres, pour qu'elles puissent mieux représenter leurs intérêts et les faire valoir plus systématiquement. Parallèlement à cet appui et à cette action de renforcement des capacités, il faut s'employer à relier ces organisations aux processus institutionnels aux niveaux national et local.

Réaffirmation de l'engagement à mettre en œuvre les stratégies de réduction de la pauvreté

De plus en plus, il apparaît que les stratégies de réduction de la pauvreté peuvent offrir un cadre de responsabilité mutuelle au niveau national pour la concertation et la réalisation des OMD. On prend également conscience du fait que les stratégies de réduction de la pauvreté sont un moyen de promouvoir une meilleure harmonisation des initiatives en faveur du développement.

En 2004, le FIDA a établi un document de méthodologie sur les moyens de renforcer son appui à la mise en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté sous l'égide des pays. Le document faisait ressortir quatre grands domaines où le Fonds devait s'engager:

- formulation et adaptation progressive des exposés des options et stratégies d'intervention par pays et des stratégies de réduction de la pauvreté au niveau des pays;
- renforcement des capacités;
- constitution de réseaux de savoir pour favoriser l'apprentissage, la diffusion des connaissances, la concertation et les alliances stratégiques;
- l'intégration dans les activités institutionnelles du FIDA des répercussions d'un engagement plus systématique dans les processus stratégiques visant à réduire la pauvreté.

Pendant l'année, les trois manifestations ci-après ont été organisées sous les auspices du FIDA, en collaboration avec la Banque mondiale et le GTZ et avec la participation de représentants des institutions des Nations Unies basées à Rome ainsi que d'autres partenaires bilatéraux et multilatéraux.

- séminaire de familiarisation sur les éléments de base des stratégies de réduction de la pauvreté et les questions opérationnelles, les tensions et les arbitrages au niveau de l'exécution et enfin l'évaluation d'impact;
- atelier de bilan sur l'analyse de l'impact sur la pauvreté et de l'impact social ainsi que sur les politiques agricoles dans les pays visés par les stratégies de réduction de la pauvreté;
- séminaire informel sur le bilan fait en 2004 par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international des progrès de la mise en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté.

Participation aux instances de concertation mondiales et régionales

La participation du FIDA aux processus intergouvernementaux donne à l'organisation l'occasion de plaider la cause des ruraux pauvres et de représenter leurs intérêts.

Comité de haut niveau sur les programmes

En 2004, le Président du FIDA a été désigné par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour présider, pour un nouveau mandat de deux ans, le Comité de haut niveau sur les programmes, l'un des principaux comités du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies. Ce comité est la principale instance chargée de coordonner les politiques dans le système des Nations Unies, et à ce titre, il a privilégié trois axes de travail en 2004: les préparatifs de l'examen de la mise en œuvre de la Déclaration du Millénaire prévu en 2005, la réduction de la fracture numérique, et le renforcement de la cohérence et de la coordination du système des Nations Unies au niveau des pays.

Sommet des chefs d'État de l'Union africaine

Le FIDA a renforcé sa coopération avec l'Union africaine à l'occasion de plusieurs rencontres qui ont marqué l'année 2004. En juillet, le Fonds a pris part à la seconde Réunion ministérielle et à la Conférence au sommet de l'Union africaine, qui se sont tenues à Addis-Abeba (Éthiopie). Ce sommet présentait un grand intérêt pour le FIDA, en raison d'un certain nombre d'évolutions institutionnelles et d'engagements souscrits par les États membres de l'Union africaine, notamment l'adoption de la Déclaration sur l'agriculture et la sécurité alimentaire en Afrique lors du Sommet de l'Union africaine qui s'est tenu à Maputo (Mozambique) en 2003. La conférence au sommet réunie en juillet a donné au FIDA l'occasion de consolider les partenariats et d'obtenir des retours d'information concernant l'appui qu'il apporte aux États africains membres du Fonds.

Le FIDA a participé en qualité de membre à part entière à la Commission de préparation du Sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine sur l'agriculture et sur l'eau qui s'est tenu à Syrte, Libye, en février 2004. Le sommet s'est conclu par l'adoption de la Déclaration sur les défis du développement intégré et durable de l'agriculture et des ressources en eau en Afrique.

Au mois de septembre, le FIDA a apporté son concours au Sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine sur l'emploi et la lutte contre la pauvreté en Afrique réuni à Ouagadougou, Burkina Faso. À cette occasion, les dirigeants africains ont pris l'engagement de placer l'emploi, en tant que facteur de réduction de la pauvreté, au cœur de leur conception du développement et de leurs plans d'action. Pour sa part, le FIDA s'est engagé à porter plus attention au chômage des jeunes dans le cadre de ses programmes.

Fonds de l'OPEP pour le développement international

En 2004, les liens de collaboration déjà anciens que le FIDA et le Fonds de l'OPEP entretiennent sont sortis renforcés d'un échange de visite au plus haut niveau. Le Directeur général du Fonds de l'OPEP, récemment élu, s'est rendu au FIDA en février, et a prononcé un discours devant le Conseil des gouverneurs; au mois d'avril, le Président du FIDA s'est à son tour rendu en visite au Fonds de l'OPEP à Vienne. Ces visites ont été l'occasion de poursuivre le renforcement du partenariat stratégique entre les deux institutions, de passer en revue les programmes en cours et d'examiner les opérations de cofinancement proposées pour la période 2005-2007. Seize nouveaux projets ont été identifiés, et les deux organisations vont les étudier de manière plus approfondie. Le FIDA et le Fonds de l'OPEP envisagent par ailleurs de mettre en place un programme de cofinancement opérationnel conjoint.

Au cours des 25 années écoulées, le FIDA a travaillé avec le Fonds de l'OPEP dans le cadre de 52 projets dans 32 pays, auxquels le Fonds de l'OPEP a apporté des cofinancements pour un montant supérieur à 220 millions de USD, tandis que le concours financier du FIDA se montait à 575 millions de USD. La contribution du

Fonds de l'OPEP a fortement augmenté depuis cinq ans, puisque c'est durant cette période qu'il a apporté plus du tiers de ses cofinancements. Pour sa part, le FIDA a financé 29 projets dans des États membres du Fonds de l'OPEP: 6 en Algérie, 12 en Indonésie, 7 au Nigéria et 4 en République bolivarienne du Venezuela. Ces projets ont mobilisé des cofinancements non négligeables, puisque le coût total d'investissement s'élève à environ 1,4 milliard de USD.

Quatrième Forum africain pour le développement

En octobre 2004, le FIDA a pris part au quatrième Forum africain pour le développement, intitulé "La gouvernance pour une Afrique en progrès", une initiative pilotée par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et organisée conjointement par la Banque africaine de développement (BAfD) et la Commission de l'Union africaine. Les participants ont étudié les moyens d'améliorer la gouvernance dans l'Afrique d'aujourd'hui, et le FIDA a enrichi les débats sur le thème de la promotion de la bonne gouvernance et de la transparence. La transition de nombreux états d'un régime autoritaire à un système pluraliste et démocratique au cours des 10 dernières années a généré chez les citoyens une demande de structures de gouvernance et de services authentiquement participatifs.

L'idée que le développement de la bonne gouvernance est indispensable à la transformation de l'économie de l'Afrique suscite un large consensus. Ce forum a été pour les participants l'occasion de mieux appréhender toutes les dimensions de la gouvernance, d'en évoquer les enjeux essentiels, de coordonner les initiatives et de planifier les actions à venir. La rencontre a permis d'élaborer des stratégies réalistes de mise en pratique de la bonne gouvernance, en s'intéressant particulièrement aux problèmes que pose le renforcement des capacités aux niveaux des pays, des sous-régions et du continent.

Débat de haut niveau du Conseil économique et social (ECOSOC) de l'Organisation des Nations Unies

En juin 2004, le FIDA et ses partenaires, notamment la Coalition internationale pour l'accès à la terre, ont participé au débat de haut niveau du Conseil économique et social des Nations Unies, qui s'est tenu à New York sur le thème "Mobilisation des ressources et environnement propice à l'éradication de la pauvreté dans le contexte de la mise en œuvre du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010".

Le FIDA, aux côtés du PAM et de la FAO, les deux autres organismes des Nations Unies qui ont leur siège à Rome, a présenté au cours du débat de l'ECOSOC consacré aux questions de coordination une contribution conjointe sur le thème de l'approche coordonnée et intégrée des Nations Unies pour favoriser le développement rural dans les pays en voie de développement, dans le prolongement du débat de haut niveau de 2003. L'un des principaux résultats du débat de 2004 a été l'adoption par l'ECOSOC d'une résolution qui définit les priorités pour une approche coordonnée et intégrée du développement rural. Cette résolution reprend un certain nombre des messages que le FIDA entend délivrer en matière de politiques publiques, notamment l'articulation entre éradication de la pauvreté rurale et réalisation des OMD.

Par ailleurs, le FIDA a donné un aperçu de ses activités visant à promouvoir l'équité entre hommes et femmes à l'occasion d'une table ronde qui s'est tenue en marge du débat, et a fait le point sur l'engagement en faveur de l'équité entre les hommes et femmes et les mesures adoptées afin de la promouvoir au sein de l'institution.

Conférence mondiale sur l'intensification de la réduction de la pauvreté

En mai 2004, le FIDA a pris part à la Conférence mondiale sur l'intensification de la réduction de la pauvreté qui s'est tenue à Shanghai, en Chine. Cette conférence était organisée conjointement par la Banque mondiale et le Gouvernement de la Chine. Plus de 1 000 décideurs, praticiens du développement, universitaires, responsables des secteurs public et privé, journalistes et représentants des jeunes y ont participé, ainsi que les chefs d'État et de Gouvernement du Bangladesh, du Brésil, de l'Ouganda et de la République-Unie de Tanzanie.

La conférence avait pour but de faire un état des lieux, à travers l'analyse de l'expérience des pays en développement, des formules de développement économique qui marchent et de celles qui ne marchent pas. La Conférence de Shanghai a été la première à chercher à identifier les solutions élaborées au sein du monde en développement et pour le monde en développement. Le FIDA a présenté quatre études de cas concernant la Chine, le Népal, le Pérou et le Viet Nam, et la délégation du FIDA a participé à un certain nombre de réunions.

Le Projet Objectifs du Millénaire

Le FIDA a pris une part active au Projet objectifs du Millénaire des Nations Unies, un organe consultatif indépendant chargé par le Secrétaire général de l'ONU d'établir un plan pratique de réalisation des OMD. Le FIDA était représenté au sein du groupe d'experts du projet et de l'équipe spéciale chargée de travailler sur le thème numéro un, à savoir la pauvreté et le développement économique. Le but premier du FIDA était d'orienter les travaux du Projet objectifs du Millénaire sur la pauvreté rurale et les sujets connexes, notamment les peuples indigènes, les minorités et les autres groupes marginalisés. Le FIDA a contribué à façonner l'approche adoptée par le Projet objectifs du Millénaire pour analyser les problèmes de pauvreté rurale et proposer des solutions, et a mis en relief l'importance de l'autonomisation et du renforcement des capacités, afin de mettre les producteurs ruraux pauvres à même d'intervenir plus efficacement au sein des marchés émergents.

Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique – Conférence sur les échanges commerciaux et les investissements Asie-Afrique

La Conférence sur les échanges commerciaux et les investissements Asie-Afrique organisée conjointement par le Gouvernement du Japon, l'ONU, la Coalition mondiale pour l'Afrique, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale dans le cadre du cycle de conférences internationales de Tokyo sur le développement de l'Afrique s'est tenue à Tokyo en novembre 2004. Le FIDA a présenté des expériences en matière de commerce et d'accès au marché tirées de ses projets réalisés en Afrique. Le thème central de la conférence était la promotion du commerce et des investissements entre l'Afrique et l'Asie. La mise en commun des expériences et des bonnes pratiques a permis d'augmenter la capacité de ces deux régions à exploiter le potentiel considérable d'accroissement du commerce et des investissements croisés. Les atouts que propose l'Asie sont ses résultats économiques, caractérisés par une croissance forte et soutenue, sa part importante et grandissante du commerce mondial, ses investisseurs internationaux dynamiques, ses nouvelles technologies de l'information, ses ressources humaines, et l'immense marché qui est en train de s'y constituer. De son côté, l'Afrique peut se targuer d'améliorations sur le plan de la gouvernance, de résultats économiques en progrès grâce aux réformes économiques, d'un marché potentiel de plus de 600 millions d'habitants, de ressources naturelles considérables et d'un secteur privé prêt à faire des affaires avec l'Asie.

Union interparlementaire

En avril 2004, le FIDA a assisté à la 110^e Assemblée de l'Union interparlementaire qui s'est tenue à Mexico. Le Fonds était invité par la Commission permanente du développement durable, du financement et du commerce à présenter une communication sur le commerce et le développement rural, et plus précisément sur la question des possibilités et des difficultés des ruraux pauvres. Cette rencontre a permis au FIDA d'approfondir la relation de partenariat avec l'Union interparlementaire. Les parlementaires sont des prescripteurs d'opinion, et ils représentent le peuple; à ce double titre, ils jouent donc un rôle crucial en matière de plaidoyer, de sensibilisation sur les problèmes de société à l'échelon local, national et international et d'élaboration des politiques publiques et des budgets nationaux.

Séminaire nordique sur les questions de politique générale

Le FIDA et le Ministère norvégien des affaires étrangères ont organisé un séminaire nordique sur les questions de politique générale intitulé: assurer aux ruraux pauvres un avenir meilleur. Ce séminaire, qui s'est tenu à Oslo en novembre 2004, s'est penché sur la question de la contribution que les pays nordiques et le FIDA peuvent apporter au renforcement des capacités des pays en développement, des ruraux pauvres et de leurs organisations à éradiquer la pauvreté et à atteindre les OMD. Dans le cadre de leur politique de coopération au développement, les pays nordiques misent sur le développement agricole et la réduction de la pauvreté rurale pour réaliser les OMD. Des représentants de ministères et d'organismes bilatéraux de chacun des pays nordiques ont participé à ce séminaire.

Autres instances de dialogue

Au cours de l'année, le FIDA a participé à plusieurs autres rencontres intergouvernementales visant à apprécier les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des OMD et à identifier de nouvelles actions à engager pour accélérer le processus. On peut par exemple citer les réunions du Comité du développement de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) et le Sommet des dirigeants mondiaux sur l'action contre la faim et la pauvreté.

Le rôle du Comité du développement, qui se compose de ministre des finances représentant les pays ou les groupes de pays qui siègent aux organes de direction de la Banque mondiale et du FMI, consiste à conseiller ces organes sur les questions de développement essentielles. Parmi les questions abordées en 2004 figurent l'amélioration de l'efficacité du développement, les modalités de financement du développement et le rôle du secteur privé dans le développement. Le FIDA s'est employé à attirer une nouvelle fois l'attention du comité sur la nécessité de porter une plus grande attention au développement rural pour vaincre la pauvreté.

Le Sommet des dirigeants mondiaux: Action contre la faim et la pauvreté, convoqué à l'initiative du Brésil, du Chili, de la France et de l'Espagne, ainsi que du Secrétaire général de l'ONU, s'est tenu à la veille de l'Assemblée générale des Nations Unies de 2004, en présence de dirigeants et de personnalités de 110 pays, parmi lesquels plus de 50 chefs d'État, venus réaffirmer à la fois leur détermination à agir contre la faim et la pauvreté et le rôle central que jouent les Nations Unies à cet égard. Le Président du FIDA a insisté sur la nécessité d'ouvrir des voies permettant aux ruraux pauvres d'utiliser leurs compétences et leurs connaissances pour se libérer de la pauvreté, par exemple en leur offrant un accès plus équitable aux marchés.